



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6445

Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution N° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution N° 66-2 en date du 15 décembre 2010

Date de dépôt : 19-06-2012

Date de l'avis du Conseil d'État : 26-09-2012

Auteur(s) : Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
24-10-2012	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
19-06-2012	Déposé	6445/00	<u>6</u>
26-09-2012	Avis du Conseil d'Etat (25.9.2012)	6445/01	<u>19</u>
02-10-2012	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) : Monsieur Michel Wolter	6445/02	<u>22</u>
09-10-2012	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°1 Une demande de dispense du second vote a été introduite	6445	<u>39</u>
11-10-2012	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (11-10-2012) Evacué par dispense du second vote (11-10-2012)	6445/03	<u>42</u>
02-10-2012	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (45) de la reunion du 2 octobre 2012	45	<u>45</u>
28-09-2012	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (44) de la reunion du 28 septembre 2012	44	<u>63</u>
15-10-2012	Publié au Mémorial A n°220 en page 3006	6445	<u>68</u>

Résumé

Projet de loi

– autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvé par la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010

– approuvant l’amendement des statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n° 66-2 en date du 15 décembre 2010

Le projet de loi sous rubrique contient l'approbation de la quatorzième révision générale des quotes-parts des membres du Fonds monétaire international, d'une part, et des amendements des statuts relatifs à la réforme du Conseil d'administration du Fonds monétaire international, d'autre part.

La modification des statuts du FMI, décidée dans le cadre de la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs du 15 décembre 2010, prévoit un doublement des ressources financières du FMI, d'une part, et une réorganisation de la représentation des Etats membres dans la gouvernance du Fonds, d'autre part, en vue d'un rééquilibrage des intérêts en présence en faveur notamment des économies émergentes et des pays en développement dynamiques.

La résolution n° 66-2 porte les quotes-parts du FMI à 476,8 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS), respectivement 565,7 milliards d'euros au taux de change en vigueur au 30 décembre 2011 et opérera un transfert de plus de 6% des quotes-parts au profit des économies émergentes et des pays en développement dynamiques et de plus de 6% des pays surreprésentés vers les pays sous-représentés.

Dans ces nouvelles conditions, la quote-part du Luxembourg passe de 0,176 à 0,277 pour cent. Parallèlement, le référentiel des droits de vote détenus par le Luxembourg passera de 0,195 à 0,291.

L'augmentation de la quote-part nationale de 0,176 à 0,277 pour cent équivaut à 903,1 millions de DTS ou 1.071,6 millions d'euros.

Un quart de l'augmentation de la quote-part luxembourgeoise (267,9 millions d'euros) sera réglée à charge des avoirs en réserve de la Banque centrale du Luxembourg. Cette opération fera l'objet d'une convention entre l'Etat et la Banque centrale et restera sans incidence sur le budget.

Les trois quarts restants de l'augmentation (803,7 millions d'euros), à régler en monnaie nationale, sont financés par l'émission d'un bon du Trésor. Le bon du Trésor correspond à la partie non libérée du capital souscrit et, en principe, ne donne pas lieu à un tirage.

6445/00

N° 6445

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2011-2012

PROJET DE LOI

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvé par la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n° 66-2 en date du 15 décembre 2010

* * *

(Dépôt: le 19.6.2012)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (12.6.2012).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs et commentaire des articles.....	2
4) Annexe.....	5
5) Fiche financière.....	12

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvé par la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n° 66-2 en date du 15 décembre 2010

Palais de Luxembourg, le 12 juin 2012

Le Ministre des Finances,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires en vue de l'augmentation de la quote-part du Luxembourg auprès du Fonds monétaire international à concurrence d'un montant de 903,1 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) pour la porter à 1.321,8 millions de DTS.

Art. 2. Est approuvé l'amendement aux statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa Résolution n° 66-2 du 15 décembre 2010.

*

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

Les quotes-parts du FMI sont les ressources apportées au fonds par chacun des pays membres en fonction notamment de la taille de leur économie. La contrepartie de l'ensemble des quotes-parts constitue l'essentiel des actifs de réserves qui peuvent être utilisés par le FMI. La quote-part d'un Etat membre au FMI joue un rôle essentiel dans ses relations avec l'institution. Elle détermine les limites de son accès au financement du FMI. La quote-part détermine également le nombre de voix dont un pays dispose au conseil d'administration du FMI.

Le conseil des gouverneurs du FMI procède périodiquement, au moins tous les cinq ans, à une révision générale des quotes-parts. Celle-ci a pour but d'évaluer les besoins de financement des pays membres et la capacité de financement du FMI. La révision générale permet également d'ajuster les quotes-parts relatives des pays membres afin de mieux refléter leur position relative dans l'économie mondiale.

La Résolution n° 66-2 sur les quotes-parts et la réforme du conseil d'administration a pour effet de doubler les assises financières du FMI et d'introduire une réorganisation de la représentation des Etats membres et de la gouvernance du FMI. Elle se situe en ligne directe d'une première vague de réformes décidée lors des assemblées annuelles de Singapour en 2006 et de la deuxième phase de réforme entérinée par l'adoption de la Résolution n° 63-2 au 28 avril 2008.

C'est sous l'impulsion politique du G20, et dans le contexte de la crise financière et économique, que les efforts de réforme se sont poursuivis pour aboutir à l'adoption de la Résolution 66-2. La Résolution portera les quotes-parts du FMI à 476,8 milliards de DTS, respectivement 565,7 milliards d'euros au taux de change en vigueur au 30 décembre 2011, et opérera un transfert de plus de 6% des quotes-parts au profit des économies émergentes et des pays en développement dynamiques et de plus de 6% des pays surreprésentés vers les pays sous-représentés.

Effets de la réforme 2010 – Résolution 66-2

<i>Economies</i>	<i>Quotes-parts</i>			<i>Droits de vote</i>		
	<i>Pré-Singapore</i>	<i>Résolution 63-2</i>	<i>Résolution 66-2</i>	<i>Pré-Singapore</i>	<i>Résolution 63-2</i>	<i>Résolution 66-2</i>
Economies avancées	61.6	60.5	57.7	60.6	57.9	55.3
Dont G7	46.0	45.3	43.4	45.1	43.0	41.2
Etats-Unis	17.380	17.670	17.407	17.023	16.727	16.479
Japon	6.228	6.556	6.464	6.108	6.225	6.138
Allemagne	6.086	6.110	5.586	5.968	5.803	5.308
Royaume-Uni	5.024	4.505	4.227	4.929	4.286	4.024
France	5.024	4.505	4.227	4.929	4.286	4.024
Italie	3.301	3.306	3.161	3.242	3.154	3.016
Canada	2.980	2.672	2.312	2.734	2.386	2.587
Autres	15.6	15.1	14.3	15.4	14.9	14.1
Corée du Sud	0.764	1.412	1.800	0.760	1.364	1.731
Luxembourg	0.131	0.176	0.277	0.139	0.195	0.291
Pays émergents et en développement	38.4	39.5	42.3	39.4	42.1	44.7
Pays en développement	30.9	32.4	35.1	31.7	34.5	37.0
Emergents	7.6	7.1	7.2	7.7	7.6	7.7
BRICS	9.127	10.715	14.167	8.980	10.243	13.505
Brésil	1.420	1.783	2.316	1.402	1.714	2.218
Russie	2.782	2.494	2.706	2.734	2.386	2.587
Inde	1.945	2.442	2.751	1.916	2.337	2.629
Chine	2.980	3.996	6.394	2.928	3.806	6.071
UE27	32.9	31.9	30.2	32.5	30.9	29.4

La quote-part du Luxembourg passera de 418,7 millions de DTS à 1.321,8 millions de DTS, respectivement de 496,8 millions d'euros à 1.568,4 d'euros au taux de change en vigueur au 30 décembre 2011. La part du Luxembourg dans les assises financières du FMI augmentera de 0,176% vers 0,277%. En même temps le Luxembourg bénéficie d'une augmentation de ses droits de vote qui progressent de 0,195 % à 0,291% du total des droits de vote. A la suite du rééquilibrage des quotes-parts, l'Inde et le Brésil feront partie des dix plus grands actionnaires du FMI. Une allocation exceptionnelle permettra de sauvegarder la part des pays pauvres et de préserver leurs droits de vote.

Les conséquences de la réforme pour le Luxembourg

Au cours des années suivant la création du FMI, la quote-part théorique du Luxembourg s'est graduellement éloignée de sa quote-part réelle. Aujourd'hui la quote-part théorique du Luxembourg est de 0,503% comparée à sa quote-part réelle, résultant de la réforme 2010, de 0,176%. Lors des révisions générales des quotes-parts la quote-part réelle du Luxembourg a été constamment ajustée pour réduire cet écart. Ainsi, des lois successives, dont le détail au tableau ci-joint, ont relevé la quote-part réelle du Luxembourg de 10 millions de DTS en 1946 à 418,7 millions de DTS en 1999, respectivement de 11,9 millions d'euros à 496,8 millions d'euros au taux de change en vigueur au 30 décembre 2011.

Lorsqu'un pays devient membre du FMI, on lui attribue une quote-part initiale semblable à celle des pays membres existants dont la taille et les caractéristiques économiques sont jugées à peu près comparables. Le FMI fait appel à une formule de calcul des quotes-parts pour aider à déterminer la position relative d'un pays membre. Notons qu'au début la quote-part réelle d'un pays est identique à sa quote-part théorique. L'écart entre quote-part réelle et théorique résulte du dynamisme d'une économie et de l'inertie du mécanisme d'ajustement des quotes-parts.

La formule de calcul des quotes-parts théoriques est une moyenne pondérée en fonction du PIB (à 50%), du degré d'ouverture de l'économie (à 30%), des variations économiques (à 15%) et des réserves officielles de change (à 5%). A cet effet, le PIB est constitué par des éléments composites basés sur les taux de change du marché (pondération de 60%) et sur les taux de change en parité de pouvoir d'achat (pondération de 40%). La formule de calcul comprend aussi un „facteur de compression“ qui réduit la dispersion des quotes-parts calculées pour l'ensemble des Etats membres.

<i>Date de la loi</i>	<i>Montant en millions</i>	
Arrêté grand-ducal du 9 août 1946 relatif au Fonds monétaire international et à la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement	10,0 DTS	15,6 EUR
Loi du 26 juillet 1960 portant approbation de la proposition d'augmentation du capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement économique et de l'accroissement des ressources du Fonds monétaire international par l'augmentation des quotes-parts	15,0 DTS	17,4 EUR
Loi du 7 juillet 1971 relatif à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds Monétaire International	24,0 DTS	27,8 EUR
Loi du 21 avril 1978 approuvant le deuxième amendement aux statuts du Fonds Monétaire International et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation des quotes-parts des membres dudit Fonds, à l'augmentation du capital autorisé et aux augmentations spéciales des souscriptions au capital social de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, à l'augmentation du capital social de la Société Financière Internationale, à l'adhésion à la cinquième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement ainsi que portant habilitation du Gouvernement d'approuver certaines modifications aux statuts de ces organisations	31,0 DTS	35,9 EUR
Loi du 11 novembre 1980 autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international, à la souscription de parts à l'augmentation générale et à l'augmentation supplémentaire du capital social autorisé de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, ainsi qu'à l'adhésion à la sixième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement	46,5 DTS	53,8 EUR
Loi du 14 novembre 1983 autorisant le Gouvernement à participer à la 6e augmentation des quotes-parts du Fonds monétaire international	77,0 DTS	89,0 EUR
Loi du 27 février 1991 relative à la participation à des organisations financières internationales	135,5 DTS	156,1 EUR
Loi du 9 juin 1999 relative à la participation à certaines institutions et opérations financières internationales	279,1 DTS	322,7 EUR
Loi du 19 décembre 2008 – approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement – approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds – approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international	418,7 DTS	484,2 EUR
1 DTS = 1,156320 EUR au 30.11.2011		

*

ANNEXE

RESOLUTION 66-2

Fourteenth general review of quotas and reform of the executive board

In accordance with Section 13 of the By-Laws, the following Resolution was submitted to the Governors on November 10, 2010 for a vote without meeting:

RESOLVED:

Whereas the Executive Board has submitted to the Board of Governors a report entitled „Fourteenth General Review of Quotas and Reform of the Executive Board: Report of the Executive Board to the Board of Governors,“ hereinafter the „Report“; and

Whereas the International Monetary and Financial Committee in its April 2009 Communiqué called on the Executive Board to bring forward the deadline for completion of the Fourteenth General Review of Quotas by two years, to January 2011; and

Whereas the Executive Board has recommended increases in the quotas of members of the Fund as a result of the Fourteenth General Review of Quotas; and

Whereas the Executive Board has recommended an amendment of the Articles of Agreement to establish an Executive Board consisting solely of elected Executive Directors; and

Whereas the Executive Board has recommended that, following the first regular election of Executive Directors after entry into force of the proposed amendment of the Articles of Agreement approved under Board of Governors Resolution n° 63-2, an Executive Director elected by 7 or more members should be entitled to appoint two Alternate Executive Directors; and

Whereas the Chairman of the Board of Governors has requested the Secretary of the Fund to bring the proposal of the Executive Board before the Board of Governors; and

Whereas the Report of the Executive Board setting forth its proposal has been submitted to the Board of Governors by the Secretary of the Fund; and

Whereas the Executive Board has requested the Board of Governors to vote on the following Resolution without meeting, pursuant to Section 13 of the By-Laws of the Fund:

Now, therefore, the Board of Governors, noting the recommendations and the said Report of the Executive Board, hereby RESOLVES that:

Increases in Quotas of Members

1. The International Monetary Fund proposes that, subject to the provisions of this Resolution, the quotas of members of the Fund shall be increased to the amounts shown against their names in Attachment I to this Resolution.
2. A member's increase in quota as proposed by this Resolution shall not become effective unless that member has consented in writing to the increase not later than the date prescribed by or under paragraph 4 below and has paid the increase in full within the period prescribed by or under paragraph 5 below, provided that no member with overdue repurchases, charges or assessments to the General Resources Account may consent to or pay for the increase in its quota until it becomes current in respect of those obligations.
3. No increase in quotas proposed by this Resolution shall become effective until:
 - i) the Executive Board has determined that members having not less than 70 percent of the total of quotas on November 5, 2010 have consented in writing to the increases in their quotas;

- ii) the proposed amendment of the Articles of Agreement set out in Attachment II of this Resolution has entered into force; and
- iii) the proposed amendment of the Articles of Agreement approved under Board of Governors Resolution n° 63-2 has entered into force.

Each member commits to use its best efforts to complete these steps no later than the Annual Meetings in 2012. The Executive Board is requested to monitor, on a quarterly basis, the progress made in the implementation of these steps.

4. Notices in accordance with paragraph 2 above shall be executed by a duly authorized official of the member and must be received in the Fund before 6:00 p.m., Washington time, December 31, 2011, provided that the Executive Board may extend this period as it may determine.

5. Each member shall pay to the Fund the increase in its quota within 30 days after the later of (a) the date on which it notifies the Fund of its consent, or (b) the date on which all of the conditions set forth in paragraph 3 above are met, provided that the Executive Board may extend the payment period as it may determine.

6. When deciding on an extension of the period for consent to or payment for the increase in quotas, the Executive Board shall give particular consideration to the situation of members that may still wish to consent to or pay for the increase in quota, including members with protracted arrears to the General Resources Account, consisting of overdue repurchases, charges or assessments to the General Resources Account that, in its judgment, are cooperating with the Fund toward the settlement of these obligations.

7. For members that have not yet consented to their increases in quotas under the Eleventh General Review and under Board of Governors Resolution n° 63-2, the deadline for consent to such quota increases shall be the date determined by or under paragraph 4 above.

8. Each member shall pay 25 percent of its increase either in special drawing rights or in the currencies of other members specified, with their concurrence, by the Fund, or in any combination of special drawing rights and such currencies. The balance of the increase shall be paid by the member in its own currency.

Quota Formula and Fifteenth General Review of Quotas

9. The Executive Board is requested to complete a comprehensive review of the formula by January 2013.

10. The Executive Board is requested to bring forward the timetable for completion of the Fifteenth General Review of Quotas to January 2014. Any realignment is expected to result in increases in the quota shares of dynamic economies in line with their relative positions in the world economy, and hence likely in the share of emerging market and developing countries as a whole. Steps shall be taken to protect the voice and representation of the poorest members.

Review of NAB Credit Arrangements

11. In light of the proposed increases in quotas under the Fourteenth General Review, the Executive Board and participants in the New Arrangements to Borrow (NAB) are requested to undertake a review of NAB credit arrangements by November 2011, with a corresponding rollback of the NAB, preserving relative shares, to become effective when the conditions set forth in paragraph 3 of this Resolution are met and the quota payments associated with the participation threshold in paragraph 3(i) of this Resolution have been made.

***Proposed Amendment of the Articles of Agreement
of the International Monetary Fund on the Reform
of the Executive Board***

12. The proposed amendment of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund set forth in Attachment II to this Resolution (the „Proposed Amendment on the Reform of the Executive Board“) is approved.

13. The Secretary is directed to ask all members of the Fund, by circular letter or telegram, or other rapid means of communication, whether they accept, in accordance with the provisions of Article XXVIII of the Articles, the Proposed Amendment on the Reform of the Executive Board.

14. The communication to be sent to all members in accordance with paragraph 13 of this Resolution shall specify that the Proposed Amendment on the Reform of the Executive Board shall enter into force for all members on the date on which the Fund certifies, by a formal communication addressed to all members, that three-fifths of the members, having eighty-five percent of the total voting power, have accepted the Proposed Amendment on the Reform of the Executive Board.

Additional Alternate Executive Directors

15. Following the first regular election of Executive Directors after the entry into force of the amendment of the Articles of Agreement approved under Board of Governors Resolution n° 63-2, an Executive Director elected by seven or more members shall be entitled to appoint two Alternate Executive Directors.

16. As a condition for appointing two Alternate Executive Directors, an Executive Director is required to designate by notification to the Secretary of the Fund: (i) the Alternate who shall act for the Executive Director when he is not present and both Alternates are present; and (ii) the Alternate who shall exercise the powers of the Executive Director pursuant to Article XII, Section 3(f). By notification to the Secretary of the Fund, an Executive Director may change these designations at any time.

Size and Composition of the Executive Board

17. The Board of Governors takes note of: (i) the commitment to reduce, as a means of achieving greater representation of emerging market and developing countries, the number of Executive Directors representing advanced European countries by two no later than the first regular election of Executive Directors after the conditions set forth in paragraph 3 of this Resolution are met, and (ii) the commitment of the Fund's membership to maintain an Executive Board consisting of 24 Executive Directors, and to review the composition of the Executive Board every eight years following the date the conditions set forth in paragraph 3 of this Resolution are met.

*

Attachment I.

Proposed Quotas

	<i>Proposed Quota (in millions of SDRs)</i>		<i>Proposed Quota (in millions of SDRs)</i>
Afghanistan, Islamic Republic of	323.8	El Salvador	287.2
Albania	139.3	Equatorial Guinea	157.5
Algeria	1,959.9	Eritrea	36.6
Angola	740.1	Estonia	243.6
Antigua and Barbuda	20.0	Ethiopia	300.7
Argentina	3,187.3	Fiji	98.4
Armenia	128.8	Finland	2,410.6
Australia	6,572.4	France	20,155.1
Austria	3,932.0	Gabon	216.0
Azerbaijan	391.7	Gambia, The	62.2
Bahamas, The	182.4	Georgia	210.4
Bahrain	395.0	Germany	26,634.4
Bangladesh	1,066.6	Ghana	738.0
Barbados	94.5	Greece	2,428.9
Belarus	681.5	Grenada	16.4
Belgium	6,410.7	Guatemala	428.6
Belize	26.7	Guinea	214.2
Benin	123.8	Guinea-Bissau	28.4
Bhutan	20.4	Guyana	181.8
Bolivia	240.1	Haiti	163.8
Bosnia and Herzegovina	265.2	Honduras	249.8
Botswana	197.2	Hungary	1,940.0
Brazil	11,042.0	Iceland	321.8
Brunei Darussalam	301.3	India	13,114.4
Bulgaria	896.3	Indonesia	4,648.4
Burkina Faso	120.4	Iran, Islamic Republic of	3,567.1
Burundi	154.0	Iraq	1,663.8
Cambodia	175.0	Ireland	3,449.9
Cameroon	276.0	Israel	1,920.9
Canada	11,023.9	Italy	15,070.0
Cape Verde	23.7	Jamaica	382.9
Central African Republic	111.4	Japan	30,820.5
Chad	140.2	Jordan	343.1
Chile	1,744.3	Kazakhstan	1,158.4
China	30,482.9	Kenya	542.8
Colombia	2,044.5	Kiribati	11.2
Comoros	17.8	Korea, Republic of	8,582.7
Congo, Democratic Republic of the	1,066.0	Kosovo	82.6
Congo, Republic of	162.0	Kuwait	1,933.5
Costa Rica	369.4	Kyrgyz Republic	177.6
Côte d'Ivoire	650.4	Lao People's Dem. Republic	105.8
Croatia	717.4	Latvia	332.3
Cyprus	303.8	Lebanon	633.5
Czech Republic	2,180.2	Lesotho	69.8
Denmark	3,439.4	Liberia	258.4
Djibouti	31.8	Libya	1,573.2
Dominica	11.5	Lithuania	441.6
Dominican Republic	477.4	Luxembourg	1,321.8

	<i>Proposed Quota (in millions of SDRs)</i>		<i>Proposed Quota (in millions of SDRs)</i>
Ecuador	697.7	Macedonia, Former Yugoslav Republic	140.3
Egypt	2,037.1	Madagascar	244.4
Malawi	138.8	Sierra Leone	207.4
Malaysia	3,633.8	Singapore	3,891.9
Maldives	21.2	Slovak Republic	1,001.0
Mali	186.6	Slovenia	586.5
Malta	168.3	Solomon Islands	20.8
Marshall Islands	4.9	Somalia	163.4
Mauritania	128.8	South Africa	3,051.2
Mauritius	142.2	Spain	9,535.5
Mexico	8,912.7	Sri Lanka	578.8
Micronesia, Federated States of	7.2	St. Kitts and Nevis	12.5
Moldova	172.5	St. Lucia	21.4
Mongolia	72.3	St. Vincent and the Grenadines	11.7
Montenegro	60.5	Sudan	630.2
Morocco	894.4	Suriname	128.9
Mozambique	227.2	Swaziland	78.5
Myanmar	516.8	Sweden	4,430.0
Namibia	191.1	Switzerland	5,771.1
Nepal	156.9	Syrian Arab Republic	1,109.8
Netherlands	8,736.5	Tajikistan	174.0
New Zealand	1,252.1	Tanzania	397.8
Nicaragua	260.0	Thailand	3,211.9
Niger	131.6	Timor-Leste	25.6
Nigeria	2,454.5	Togo	146.8
Norway	3,754.7	Tonga	13.8
Oman	544.4	Trinidad and Tobago	469.8
Pakistan	2,031.0	Tunisia	545.2
Palau	4.9	Turkey	4,658.6
Panama	376.8	Turkmenistan	238.6
Papua New Guinea	263.2	Tuvalu	2.5
Paraguay	201.4	Uganda	361.0
Peru	1,334.5	Ukraine	2,011.8
Philippines	2,042.9	United Arab Emirates	2,311.2
Poland	4,095.4	United Kingdom	20,155.1
Portugal	2,060.1	United States	82,994.2
Qatar	735.1	Uruguay	429.1
Romania	1,811.4	Uzbekistan	551.2
Russian Federation	12,903.7	Vanuatu	23.8
Rwanda	160.2	Venezuela, R.B. de	3,722.7
Samoa	16.2	Vietnam	1,153.1
San Marino	49.2	Yemen, Republic of	487.0
São Tomé and Príncipe	14.8	Zambia	978.2
Saudi Arabia	9,992.6	Zimbabwe	706.8
Senegal	323.6		
Serbia	654.8		
Seychelles	22.9		

*

Attachment II

**Proposed Amendment of the Articles of Agreement
of the International Monetary Fund on the Reform
of the Executive Board**

The Governments on whose behalf the present Agreement is signed agree as follows:

1. *The text of Article XII, Section 3(b) shall be amended to read as follows:*

„(b) Subject to (c) below, the Executive Board shall consist of twenty Executive Directors elected by the members, with the Managing Director as chairman.“
2. *The text of Article XII, Section 3(c) shall be amended to read as follows:*

„(c) For the purpose of each regular election of Executive Directors, the Board of Governors, by an eighty-five percent majority of the total voting power, may increase or decrease the number of Executive Directors specified in (b) above.“
3. *The text of Article XII, Section 3(d) shall be amended to read as follows:*

„(d) Elections of Executive Directors shall be conducted at intervals of two years in accordance with regulations which shall be adopted by the Board of Governors. Such regulations shall include a limit on the total number of votes that more than one member may cast for the same candidate.“
4. *The text of Article XII, Section 3(f) shall be amended to read as follows:*

„(f) Executive Directors shall continue in office until their successors are elected. If the office of an Executive Director becomes vacant more than ninety days before the end of his term, another Executive Director shall be elected for the remainder of the term by the members that elected the former Executive Director. A majority of the votes cast shall be required for election. While the office remains vacant, the Alternate of the former Executive Director shall exercise his powers, except that of appointing an Alternate.“
5. *The text of Article XII, Section 3(i) shall be amended to read as follows:*

„(i) (i) Each Executive Director shall be entitled to cast the number of votes which counted towards his election.

(ii) When the provisions of Section 5(b) of this Article are applicable, the votes which an Executive Director would otherwise be entitled to cast shall be increased or decreased correspondingly. All the votes which an Executive Director is entitled to cast shall be cast as a unit.

(iii) When the suspension of the voting rights of a member is terminated under Article XXVI, Section 2(b), the member may agree with all the members that have elected an Executive Director that the number of votes allotted to that member shall be cast by such Executive Director, provided that, if no regular election of Executive Directors has been conducted during the period of the suspension, the Executive Director in whose election the member had participated prior to the suspension, or his successor elected in accordance with paragraph 3(c)(i) of Schedule L or with (f) above, shall be entitled to cast the number of votes allotted to the member. The member shall be deemed to have participated in the election of the Executive Director entitled to cast the number of votes allotted to the member.“
6. *The text of Article XII, Section 3(j) shall be amended to read as follows:*

„(j) The Board of Governors shall adopt regulations under which a member may send a representative to attend any meeting of the Executive Board when a request made by, or a matter particularly affecting, that member is under consideration.“
7. *The text of Article XII, Section 8 shall be amended to read as follows:*

„The Fund shall at all times have the right to communicate its views informally to any member on any matter arising under this Agreement. The Fund may, by a seventy percent majority of the

total voting power, decide to publish a report made to a member regarding its monetary or economic conditions and developments which directly tend to produce a serious disequilibrium in the international balance of payments of members. The relevant member shall be entitled to representation in accordance with Section 3(j) of this Article. The Fund shall not publish a report involving changes in the fundamental structure of the economic organization of members.“

8. *The text of Article XXI(a)(ii) shall be amended to read as follows:*
 - „(a) (ii) For decisions by the Executive Board on matters pertaining exclusively to the Special Drawing Rights Department only Executive Directors elected by at least one member that is a participant shall be entitled to vote. Each of these Executive Directors shall be entitled to cast the number of votes allotted to the members that are participants whose votes counted towards his election. Only the presence of Executive Directors elected by members that are participants and the votes allotted to members that are participants shall be counted for the purpose of determining whether a quorum exists or whether a decision is made by the required majority.“

9. *The text of Article XXIX(a) shall be amended to read as follows:*
 - „(a) Any question of interpretation of the provisions of this Agreement arising between any member and the Fund or between any members of the Fund shall be submitted to the Executive Board for its decision. If the question particularly affects any member, it shall be entitled to representation in accordance with Article XII, Section 3(j).“

10. *The text of paragraph 1(a) of Schedule D shall be amended to read as follows:*
 - „(a) Each member or group of members that has the number of votes allotted to it or them cast by an Executive Director shall appoint to the Council one Councillor, who shall be a Governor, Minister in the government of a member, or person of comparable rank, and may appoint not more than seven Associates. The Board of Governors may change, by an eighty-five percent majority of the total voting power, the number of Associates who may be appointed. A Councillor or Associate shall serve until a new appointment is made or until the next regular election of Executive Directors, whichever shall occur sooner.“

11. *The text of paragraph 5(e) of Schedule D shall be deleted.*

12. *Paragraph 5(1) of Schedule D shall be renumbered 5(e) of Schedule D and the text of the new paragraph 5(e) shall be amended to read as follows:*
 - „(e) When an Executive Director is entitled to cast the number of votes allotted to a member pursuant to Article XII, Section 3(i)(iii), the Councillor appointed by the group whose members elected such Executive Director shall be entitled to vote and cast the number of votes allotted to such member. The member shall be deemed to have participated in the appointment of the Councillor entitled to vote and cast the number of votes allotted to the member.“

13. *The text of Schedule E shall be amended to read as follows:*

„Transitional Provisions with Respect to Executive Directors

 1. Upon the entry into force of this Schedule:
 - (a) Each Executive Director who was appointed pursuant to former Article XII, Sections 3(b)(i) or 3(c), and was in office immediately prior to the entry into force of this Schedule, shall be deemed to have been elected by the member who appointed him; and
 - (b) Each Executive Director who cast the number of votes of a member pursuant to former Article XII, Section 3(i)(ii) immediately prior to the entry into force of this Schedule, shall be deemed to have been elected by such a member.“

14. *The text of paragraph 1(b) of Schedule L shall be amended to read as follows:*
 - „(b) appoint a Governor or Alternate Governor, appoint or participate in the appointment of a Councillor or Alternate Councillor, or elect or participate in the election of an Executive Director.“

15. *The text of the chapeau of paragraph 3(c) of Schedule L shall be amended to read as follows:*
- „(c) The Executive Director elected by the member, or in whose election the member has participated, shall cease to hold office, unless such Executive Director was entitled to cast the number of votes allotted to other members whose voting rights have not been suspended. In the latter case:“

The Board of Governors adopted the foregoing Resolution, effective December 15, 2010.

*

FICHE FINANCIERE

(art. 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget,
la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat)

Un quart du versement de la quote-part (267,9 millions d'euros au taux de change en vigueur au 30 décembre 2011), correspondant à la mise à disposition au FMI des ressources d'un pays membre, est versé en monnaies étrangères ou en droits de tirage spéciaux (DTS). Le règlement en DTS ou en devises de la partie de la quote-part qui doit être réglée en avoirs de réserve fait l'objet d'une Convention relative aux relations financières entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la Banque centrale du Luxembourg. Cette opération n'a pas d'incidence budgétaire.

Le solde (803,7 millions d'euros au taux de change en vigueur au 30 décembre 2011), à régler en monnaie nationale, est financé par l'émission d'un bon du Trésor. Le bon du Trésor confère au FMI un droit de tirage de trésorerie. Dans le cas d'une éventuelle réalisation d'un tel tirage, le paiement se ferait à charge du Fonds de la dette publique. Le bon du Trésor correspond à la partie non libérée du capital souscrit et, en principe, ne donne pas lieu à un tirage.

6445/01

N° 6445¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2011-2012

PROJET DE LOI

- **autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010**
- **approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n° 66-2 en date du 15 décembre 2010**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(25.9.2012)

Par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 18 juin 2012, le Conseil d'Etat a été saisi du projet de loi sous objet, élaboré par le ministre des Finances.

Au texte du projet de loi proprement dit étaient joints un exposé des motifs et commentaire des articles, le texte en langue anglaise de la résolution n° 66-2 du Fonds monétaire international (FMI), une fiche financière, une fiche d'évaluation d'impact des mesures législatives et réglementaires, une fiche d'évaluation d'impact des mesures législatives et réglementaires sur l'égalité des femmes et des hommes, ainsi qu'une fiche d'évaluation d'impact.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le Luxembourg est membre du FMI depuis ses origines remontant à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Par une série de huit lois adoptées entre 1960 et 2008, la quote-part de notre pays a été portée des 10 millions de droits de tirage spéciaux initiaux (DTS), (l'équivalent de 15,6 millions d'euros, valeur au 30 novembre 2011) en 1946 à 418,7 millions DTS (ou 484,2 millions d'euros) en 2008.

Depuis les modifications statutaires opérées par la résolution n° 62-2 du 28 avril 2008, la quote-part luxembourgeoise représente 0,176% des ressources du FMI.

L'exposé des motifs rappelle que la quote-part d'un Etat membre détermine les limites de son accès au financement du FMI ainsi que le nombre de voix dont ce pays dispose au sein du conseil d'administration du fonds. Pour le moment, le Luxembourg dispose de 0,195 droit de vote (contre par exemple 16,727 pour les Etats-Unis ou 4,286 pour la France ou le Royaume-Uni).

La modification des statuts du FMI, décidée dans le cadre de la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs du 15 décembre 2010, prévoit un doublement des ressources financières du FMI, d'une part, et une réorganisation de la représentation des Etats membres dans la gouvernance du fonds, d'autre part, en vue d'un rééquilibrage des intérêts en présence en faveur notamment des économies émergentes et des pays en développement dynamiques.

Dans ces conditions, il a été retenu de faire passer la quote-part du Luxembourg de 0,176 à 0,277 pour cent, soit, en termes de droits de tirage spéciaux tenus par notre pays, une augmentation de 418,7 millions à 1.321,8 millions de DTS (qui représente l'équivalent d'une augmentation de 496,8 mil-

lions d'euros à 1.568,4 millions). Parallèlement, le référentiel des droits de vote détenus par le Luxembourg passera de 0,195 à 0,291.

La résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs porte quatorzième révision générale des quotes-parts et réforme du conseil d'administration. L'annexe 1 de la résolution comporte les nouvelles quotes-parts proposées pour les Etats membres. L'annexe 2 prévoit quant à elle les amendements apportés aux statuts du FMI concernant la réforme de son conseil d'administration.

Le Conseil d'Etat se doit de constater que la version de la résolution n° 66-2 soumise à l'approbation du législateur ne fait pas état de son acceptation par le conseil des gouverneurs, alors qu'en sous-titre de l'intitulé du texte à la disposition du Conseil d'Etat il est simplement précisé que la résolution en question „was submitted to the Governors ... for a vote ...“. De l'avis du Conseil d'Etat, il échet de documenter formellement vis-à-vis de la Chambre des députés que ce vote a eu lieu et quel en a été le résultat. Le document à approuver par la Chambre des députés et à faire figurer en annexe du texte de loi à publier au Mémorial devra en tout état de cause révéler le caractère définitif et formel de la décision intervenue au FMI.

Il aurait par ailleurs été intéressant de connaître l'état des ratifications intervenues au jour du dépôt de la loi en projet à la Chambre des députés.

Quant aux incidences financières de l'augmentation des DTS détenus par le Luxembourg dans les ressources du FMI, il faut se rapporter à la fiche financière jointe au projet de loi qui en indique les détails. L'augmentation de la quote-part nationale équivaut à $1.321,8 - 418,7 = 903,1$ millions de DTS ou 1.071,6 millions d'euros. Un quart de l'augmentation de la quote-part luxembourgeoise sera réglée à charge des avoirs en réserve de la Banque centrale du Luxembourg. Cette opération fera l'objet d'une convention entre l'Etat et la Banque centrale et restera sans incidence sur le budget. Les trois quarts restants de l'augmentation équivalent à 803,7 millions d'euros, au 30 décembre 2011; ils seront financés par l'émission d'un bon du Trésor et *a priori* ne donneront pas lieu à un tirage. Dans le cas contraire où le FMI exercerait son droit de tirage, le paiement à intervenir se ferait d'après ladite fiche financière à charge du Fonds de la dette publique.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Observation préliminaire

Etant donné que dans l'ordre logique des choses il faut d'abord approuver la modification des statuts du FMI avant d'autoriser le Gouvernement à prendre les mesures d'exécution qui se dégagent de cette modification, le Conseil d'Etat propose d'inverser les 2 articles du projet de loi sous examen.

Intitulé

Pour garantir la cohérence tant avec l'orthographe officielle qu'avec les lois antérieures en la matière, il y a lieu d'écrire le mot „statuts“ et le sigle „n°“ avec une lettre initiale minuscule.

Article 1er (2 selon le Conseil d'Etat)

Le Conseil d'Etat demande qu'il soit fait abstraction de l'abréviation „DTS“. Il propose d'écrire:

„**Art. 2.** Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires en vue de l'augmentation de la quote-part du Luxembourg auprès du Fonds monétaire international à concurrence d'un montant de 903,1 millions de droits de tirage spéciaux pour la porter à 1.321,8 millions de droits de tirage spéciaux.“

Article 2 (1er selon le Conseil d'Etat)

Il échet d'écrire „résolution n° 66-2“.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 25 septembre 2012.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Victor GILLEN

6445/02

N° 6445²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2011-2012

PROJET DE LOI

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n° 66-2 en date du 15 décembre 2010

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(2.10.2012)

La Commission se compose de: M. Michel WOLTER, Président-Rapporteur; MM. François BAUSCH, Fernand BODEN, Alex BODRY, Fernand ETGEN, Gaston GIBERYEN, Norbert HAUPERT, Lucien LUX, Claude MEISCH, Roger NEGRI, Gilles ROTH et Marc SPAUTZ, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le 19 juin 2012, le projet de loi n° 6445 a été déposé par Monsieur le Ministre des Finances.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles, le texte en langue anglaise de la résolution n° 66-2 du Fonds monétaire international (FMI ou Fonds) et une fiche financière.

Le 28 septembre 2012, la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) a désigné son Président, Monsieur Michel Wolter, comme rapporteur du projet de loi.

L'avis du Conseil d'Etat du 25 septembre 2012 a été analysé au cours de la réunion du 27 septembre 2012.

Au cours de la réunion du 3 octobre 2012, la COFIBU a adopté le projet de rapport.

*

2. HISTORIQUE ET MISSIONS DU FMI¹

Le FMI a été créé en juillet 1944, lors d'une conférence des Nations Unies tenue à Bretton Woods dans le New Hampshire (Etats-Unis). Les quarante-quatre gouvernements représentés à la conférence voulaient établir un cadre de coopération économique qui permettrait d'éviter que ne se reproduise le cercle vicieux des dévaluations compétitives qui avaient contribué à la grande crise des années 30.

¹ <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/glancef.htm>

Il a pour mission d'encourager la coopération monétaire internationale, de veiller à la stabilité financière, de faciliter le commerce international, d'œuvrer en faveur d'un emploi élevé et d'une croissance économique durable et de faire reculer la pauvreté dans le monde.

Les statuts du FMI stipulent entre autres que le FMI peut octroyer, temporairement et moyennant l'adoption de mesures économiques appropriées, des ressources financières aux Etats membres pour leur permettre de faire face aux difficultés de balance des paiements sans recourir à des mesures qui pourraient porter préjudice à la prospérité nationale ou internationale.

Pour pouvoir atteindre cet objectif, le FMI doit pouvoir disposer des moyens financiers nécessaires. Les ressources du FMI proviennent des Etats membres, principalement du versement des quotes-parts, qui sont fonction du poids économique relatif de chaque pays. La contrepartie de l'ensemble des quotes-parts constitue l'essentiel des actifs de réserves qui peuvent être utilisés par le FMI. La quote-part d'un Etat membre au FMI joue un rôle essentiel dans ses relations avec l'institution. Elle détermine les limites de son accès au financement du FMI. La quote-part détermine également le nombre de voix dont un pays dispose au conseil d'administration du FMI.

Conformément aux statuts du FMI, il est procédé périodiquement, au moins tous les cinq ans, à un examen général des quotes-parts pour assurer que la liquidité du FMI reste adéquate. Celui-ci a pour but d'évaluer les besoins de financement des pays membres et la capacité de financement du FMI. La révision générale permet également d'ajuster les quotes-parts des pays membres afin de mieux refléter leur position relative dans l'économie mondiale.

*

3. POINTS SAILLANTS DU PROJET DE LOI

Le projet de loi sous rubrique contient l'approbation de la quatorzième révision générale des quotes-parts des membres du Fonds monétaire international, d'une part, et des amendements des statuts relatifs à la réforme du Conseil d'administration du Fonds monétaire international, d'autre part.

La modification des statuts du FMI, décidée dans le cadre de la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs du 15 décembre 2010, prévoit un doublement des ressources financières du FMI, d'une part, et une réorganisation de la représentation des Etats membres dans la gouvernance du Fonds, d'autre part, en vue d'un rééquilibrage des intérêts en présence en faveur notamment des économies émergentes et des pays en développement dynamiques.

Durant la récente crise économique et financière, la crainte a été formulée que les moyens du FMI soient insuffisants afin de pouvoir fournir une aide financière suffisante aux Etats membres qui la nécessitaient. Dans le même temps, la critique de plusieurs économies émergentes s'est faite sur les rapports internes de pouvoir au sein du FMI, exprimés dans et via les quotas. Le FMI a reconnu qu'une réforme des quotas était cruciale afin d'améliorer l'efficacité du Fonds. Il a également reconnu que la répartition des quotas devait mieux refléter les poids respectifs des Etats membres du FMI dans l'économie mondiale; poids qui ont substantiellement évolué en raison de la forte croissance des économies émergentes dynamiques et des pays en voie de développement.

C'est dans le contexte de la crise financière et économique et sous l'impulsion politique du G20 que les efforts de réforme se sont poursuivis pour aboutir à l'adoption de la résolution n° 66-2. Elle se situe en ligne directe d'une première vague de réformes décidée lors des assemblées annuelles de Singapour en 2006 et de la deuxième phase de réforme entérinée par l'adoption de la résolution n° 63-2 au 28 avril 2008.

*

4. LES CONSEQUENCES DE LA REFORME POUR LE LUXEMBOURG

Le Luxembourg est membre du FMI depuis ses origines remontant à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Par une série de huit lois adoptées entre 1960 et 2008, la quote-part de notre pays a été portée des 10 millions de droits de tirage spéciaux initiaux (DTS) en 1946 à 418,7 millions de DTS (ou 484,2 millions d'euros) en 2008.

Depuis les modifications statutaires opérées par la résolution n° 62-2 du 28 avril 2008, la quote-part luxembourgeoise représente 0,176% des ressources du FMI. Le Luxembourg dispose momentanément de 0,195 droits de vote.

La résolution n° 66-2 portera les quotes-parts du FMI à 476,8 milliards de DTS, respectivement 565,7 milliards d'euros au taux de change en vigueur au 30 décembre 2011 et opérera un transfert de plus de 6% des quotes-parts au profit des économies émergentes et des pays en développement dynamiques et de plus de 6% des pays surreprésentés vers les pays sous-représentés.

Dans ces nouvelles conditions, il a été retenu de faire passer la quote-part du Luxembourg de 0,176 à 0,277 pour cent, soit, en termes de DTS tenus par notre pays, une augmentation de 418,7 millions à 1.321,8 millions de DTS (qui représente l'équivalent d'une augmentation de 496,8 millions d'euros à 1.568,4 millions d'euros).

Parallèlement, le référentiel des droits de vote détenus par le Luxembourg passera de 0,195 à 0,291.

*

5. INCIDENCES FINANCIERES

L'augmentation de la quote-part nationale de 0,176 à 0,277 pour cent équivaut à 903,1 millions de DTS ou 1.071,6 millions d'euros.

Un quart de l'augmentation de la quote-part luxembourgeoise (267,9 millions d'euros) sera réglée à charge des avoirs en réserve de la Banque centrale du Luxembourg. Cette opération fera l'objet d'une convention entre l'Etat et la Banque centrale et restera sans incidence sur le budget.

Les trois quarts restants de l'augmentation (803,7 millions d'euros), à régler en monnaie nationale, sont financés par l'émission d'un bon du Trésor. Le bon du Trésor confère au FMI un droit de tirage de trésorerie. Dans le cas d'une éventuelle réalisation d'un tel tirage, le paiement se ferait à charge du Fonds de la dette publique.

Le bon du Trésor correspond à la partie non libérée du capital souscrit et, en principe, ne donne pas lieu à un tirage.

*

6. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 25 septembre 2012, le Conseil d'Etat constate que la version de la résolution n° 66-2 soumise à l'approbation du législateur ne fait pas état de son acceptation par le conseil des gouverneurs, alors qu'en sous-titre de l'intitulé du texte à la disposition du Conseil d'Etat il est simplement précisé que la résolution en question „was submitted to the Governors ... for a vote ...“.

De l'avis du Conseil d'Etat, il échet de documenter formellement vis-à-vis de la Chambre des Députés que ce vote a eu lieu et quel en a été le résultat. Le document à approuver par la Chambre des Députés et à faire figurer en annexe du texte de loi à publier au Mémorial devra en tout état de cause révéler le caractère définitif et formel de la décision intervenue au FMI.

Selon le Conseil d'Etat, il aurait par ailleurs été intéressant de connaître l'état des ratifications intervenues au jour du dépôt de la loi en projet à la Chambre des Députés.

Le Conseil d'Etat propose d'inverser les deux articles du projet de loi sous examen étant donné que dans l'ordre logique des choses il faut d'abord approuver la modification des statuts du FMI avant d'autoriser le Gouvernement à prendre les mesures d'exécution qui se dégagent de cette modification.

*

7. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Intitulé

Pour garantir la cohérence tant avec l'orthographe officielle qu'avec les lois antérieures en la matière, le Conseil d'Etat propose d'écrire le mot „statuts“ et le sigle „n°“ avec une lettre initiale minuscule.

La COFIBU fait sienne la proposition du Conseil d'Etat.

Article 1 (nouvel article 2)

Le Conseil d'Etat propose d'inverser l'article 1 avec l'article 2 et demande qu'il soit fait abstraction de l'abréviation „DTS“.

Il propose d'écrire:

„Art. 2. *Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires en vue de l'augmentation de la quote-part du Luxembourg auprès du Fonds monétaire international à concurrence d'un montant de 903,1 droits de tirage spéciaux pour la porter à 1.321,8 millions de droits de tirage spéciaux.*“

La COFIBU décide d'inverser les deux articles et fait sienne la proposition de texte du Conseil d'Etat.

Article 2 (nouvel article 1er)

En ce qui concerne l'article 2, le Conseil d'Etat note qu'il échet d'écrire „résolution n° 66-2“.

La COFIBU décide de suivre le Conseil d'Etat.

*

8. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n° 6445 dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI

- **autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvé par la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010**
- **approuvant l'amendement des statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n° 66-2 en date du 15 décembre 2010**

Art. 1er. Est approuvé l'amendement aux statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n° 66-2 du 15 décembre 2010.

Art. 2. Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires en vue de l'augmentation de la quote-part du Luxembourg auprès du Fonds monétaire international à concurrence d'un montant de 903,1 millions de droits de tirage spéciaux pour la porter à 1.321,8 millions de droits de tirage spéciaux.

Luxembourg, le 2 octobre 2012

Le Président-Rapporteur,
Michel WOLTER

Annexe: IMF Fax notification: Board of Governors approval of Resolution 66-2



Facsimile Transmission
INTERNATIONAL MONETARY FUND
WASHINGTON, D.C. 20431

From: Secretary's Department
Fax Number:
Voice Phone:

To: Honorable Jean-Claude JUNCKER
Company:
Fax Number: 011 + 352475757
Voice Phone:



Fax Notes:

Date and time of transmission: Monday, March 07, 2011 5:47:08 PM
Number of pages including this cover sheet: 11



INTERNATIONAL MONETARY FUND
WASHINGTON, D.C. 20431

Facsimile Number
1-202-623-4661

March 7, 2011

Dear Governor:

I am following up on a communication regarding the Proposed Amendment of the Articles of Agreement on Reform of the Executive Board, which was sent to the membership on December 22, 2010. (A copy of the communication is attached.)

Please be reminded that the Board of Governors called on members to make their best efforts for the Proposed Amendment to enter into force by the 2012 Annual Meetings.

Sincerely yours,

A handwritten signature in cursive script that reads "Siddharth Tiwari".

Siddharth Tiwari
Secretary

Attachments (1)



INTERNATIONAL MONETARY FUND
WASHINGTON, D.C. 20431

Facsimile Number
1-202-623-4661

December 22, 2010

Dear Member:

I have the honor to inform you that the Board of Governors has approved the Proposed Amendment of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund on Reform of the Executive Board by adopting, effective December 15, 2010, the Resolution set forth in the Appendix to the report of the Executive Board to the Board of Governors contained in the Secretary's communication to Fund Governors dated November 10, 2010. The Resolution adopted will be cited as "Resolution No. 66-2—Proposed Amendment on Reform of the Executive Board."

Pursuant to Article XXVIII of the Articles of Agreement of the Fund and Resolution No. 66-2, I have been directed to ask whether, as a Fund member, your government accepts the Proposed Amendment on Reform of the Executive Board communicated to it in the Report referenced above. (The Proposed Amendment on Reform of the Executive Board is set forth in Attachment I.)

In accordance with Article XXVIII and the terms of Resolution No. 66-2, the Proposed Amendment on Reform of the Executive Board will enter into force for all members as of the date on which the Fund certifies by a formal communication addressed to all members that three-fifths of the members, having eighty-five percent of the total voting power, have accepted the Proposed Amendment on Reform of the Executive Board as required by that Article.

For your information, a Note on Procedure for Adoption of the Proposed Amendment of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund on the Reform of the Executive Board, prepared by the Legal Department, is set forth in Attachment II.

Very truly yours,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Jianhai Lin".

Jianhai Lin
Acting Secretary

Attachments (2)

**Proposed Amendment of
the Articles of Agreement of the International Monetary Fund
on the Reform of the Executive Board**

The Governments on whose behalf the present Agreement is signed agree as follows:

1. **The text of Article XII, Section 3(b) shall be amended to read as follows:**

“(b) Subject to (c) below, the Executive Board shall consist of twenty Executive Directors elected by the members, with the Managing Director as chairman.”

2. **The text of Article XII, Section 3(c) shall be amended to read as follows:**

“(c) For the purpose of each regular election of Executive Directors, the Board of Governors, by an eighty-five percent majority of the total voting power, may increase or decrease the number of Executive Directors specified in (b) above.”

3. **The text of Article XII, Section 3(d) shall be amended to read as follows:**

“(d) Elections of Executive Directors shall be conducted at intervals of two years in accordance with regulations which shall be adopted by the Board of Governors. Such regulations shall include a limit on the total number of votes that more than one member may cast for the same candidate.”

4. **The text of Article XII, Section 3(f) shall be amended to read as follows:**

“(f) Executive Directors shall continue in office until their successors are elected. If the office of an Executive Director becomes vacant more than ninety days before the end of his term, another Executive Director shall be elected for the remainder of the term by the members that elected the former Executive Director. A majority of the votes cast shall be required for election. While the office remains vacant, the Alternate of the former Executive Director shall exercise his powers, except that of appointing an Alternate.”

5. **The text of Article XII, Section 3(i) shall be amended to read as follows:**

- “(i) (i) Each Executive Director shall be entitled to cast the number of votes which counted towards his election.
- (ii) When the provisions of Section 5(b) of this Article are applicable, the votes which an Executive Director would otherwise be entitled to cast shall be increased or decreased correspondingly. All the votes which an Executive Director is entitled to cast shall be cast as a unit.

- (iii) When the suspension of the voting rights of a member is terminated under Article XXVI, Section 2(b), the member may agree with all the members that have elected an Executive Director that the number of votes allotted to that member shall be cast by such Executive Director, provided that, if no regular election of Executive Directors has been conducted during the period of the suspension, the Executive Director in whose election the member had participated prior to the suspension, or his successor elected in accordance with paragraph 3(c)(i) of Schedule L or with (f) above, shall be entitled to cast the number of votes allotted to the member. The member shall be deemed to have participated in the election of the Executive Director entitled to cast the number of votes allotted to the member.”

6. **The text of Article XII, Section 3(j) shall be amended to read as follows:**

“(j) The Board of Governors shall adopt regulations under which a member may send a representative to attend any meeting of the Executive Board when a request made by, or a matter particularly affecting, that member is under consideration.”

7. **The text of Article XII, Section 8 shall be amended to read as follows:**

“The Fund shall at all times have the right to communicate its views informally to any member on any matter arising under this Agreement. The Fund may, by a seventy percent majority of the total voting power, decide to publish a report made to a member regarding its monetary or economic conditions and developments which directly tend to produce a serious disequilibrium in the international balance of payments of members. The relevant member shall be entitled to representation in accordance with Section 3(j) of this Article. The Fund shall not publish a report involving changes in the fundamental structure of the economic organization of members.”

8. **The text of Article XXI(a)(ii) shall be amended to read as follows:**

“(a) (ii) For decisions by the Executive Board on matters pertaining exclusively to the Special Drawing Rights Department only Executive Directors elected by at least one member that is a participant shall be entitled to vote. Each of these Executive Directors shall be entitled to cast the number of votes allotted to the members that are participants whose votes counted towards his election. Only the presence of Executive Directors elected by members that are participants and the votes allotted to members that are participants shall be counted for the purpose of determining whether a quorum exists or whether a decision is made by the required majority.”

9. **The text of Article XXIX(a) shall be amended to read as follows:**

“(a) Any question of interpretation of the provisions of this Agreement arising between any member and the Fund or between any members of the Fund shall be submitted to the Executive Board for its decision. If the question particularly affects any member, it shall be entitled to representation in accordance with Article XII, Section 3(j).”

10. **The text of paragraph 1(a) of Schedule D shall be amended to read as follows:**

“(a) Each member or group of members that has the number of votes allotted to it or them cast by an Executive Director shall appoint to the Council one Councillor, who shall be a Governor, Minister in the government of a member, or person of comparable rank, and may appoint not more than seven Associates. The Board of Governors may change, by an eighty-five percent majority of the total voting power, the number of Associates who may be appointed. A Councillor or Associate shall serve until a new appointment is made or until the next regular election of Executive Directors, whichever shall occur sooner.”

11. **The text of paragraph 5(e) of Schedule D shall be deleted.**

12. **Paragraph 5(f) of Schedule D shall be renumbered 5(e) of Schedule D and the text of the new paragraph 5(e) shall be amended to read as follows:**

“(e) When an Executive Director is entitled to cast the number of votes allotted to a member pursuant to Article XII, Section 3(i)(iii), the Councillor appointed by the group whose members elected such Executive Director shall be entitled to vote and cast the number of votes allotted to such member. The member shall be deemed to have participated in the appointment of the Councillor entitled to vote and cast the number of votes allotted to the member.”

13. **The text of Schedule E shall be amended to read as follows:**

“Transitional Provisions with Respect to Executive Directors

1. Upon the entry into force of this Schedule:

(a) Each Executive Director who was appointed pursuant to former Article XII, Sections 3(b)(i) or 3(c), and was in office immediately prior to the entry into force of this Schedule, shall be deemed to have been elected by the member who appointed him; and

(b) Each Executive Director who cast the number of votes of a member pursuant to former Article XII, Section 3(i)(ii) immediately prior to the entry into force of this Schedule, shall be deemed to have been elected by such a member.”

14. The text of paragraph 1(b) of Schedule L shall be amended to read as follows:

“(b) appoint a Governor or Alternate Governor, appoint or participate in the appointment of a Councillor or Alternate Councillor, or elect or participate in the election of an Executive Director.”

15. The text of the chapeau of paragraph 3(c) of Schedule L shall be amended to read as follows:

“(c) The Executive Director elected by the member, or in whose election the member has participated, shall cease to hold office, unless such Executive Director was entitled to cast the number of votes allotted to other members whose voting rights have not been suspended. In the latter case:”

Note on Procedure for Adoption of the Proposed Amendment of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund on the Reform of the Executive Board

This note describes the procedure for the adoption of the Proposed Amendment of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund on the Reform of the Executive Board (the "Proposed Amendment on the Reform of the Executive Board" or "Proposed Amendment").

1. **The procedure for amending the Fund's Articles of Agreement (the "Articles") is set forth in Article XXVIII.¹ There are two stages:**

- **First**, the proposed amendment must be approved by the Board of Governors of the Fund; and
- **Second**, the proposed amendment must be accepted by three-fifths of the Fund's members, having eighty-five percent of the total voting power.² When the second stage is completed, the Fund certifies this fact by a formal communication addressed to all members. Amendments enter into force for all members, regardless of whether or not they have accepted the proposed amendment, three months after the date of this certification unless a shorter period is specified.

2. **The first stage of the amendment process is now complete.** The Board of Governors adopted Resolution No. 66-2 including the Proposed Amendment on the Reform of the Executive Board on December 15, 2010.

3. **The second stage was initiated on December 22, 2010, by a communication from the Secretary of the Fund to members asking whether they accept the Proposed Amendment (Attachment I).** The Board of Governors has decided that this Proposed Amendment will enter into force as of the date on which the Fund certifies, by a formal communication addressed to all members, that three-fifths of the members, having eighty-five percent of the total voting power, have accepted it. The Report of the Executive Board to the Board of Governors recommending the approval of the Proposed Amendment (SM/10/293, Sup. 1) is available on the secure extranet for Executive Directors and member officials (<https://www-oed.imf.org>).³

4. **When accepting the Proposed Amendment, each member should ensure that three conditions are fulfilled.** More specifically:

(a) **First, measures may need to be taken under national law to enable a member to accept the Proposed Amendment, which constitutes a modification of an international**

¹ As at the date of this Note, the 2008 Proposed Amendment to Enhance Voice and Participation in the International Monetary Fund (Resolution 63-2 effective April 28, 2008) and the 2008 Proposed Amendment to Expand the Investment Authority of the International Monetary Fund (Resolution 63-3 effective May 5, 2008) have not yet entered into force. Accordingly, the procedure described herein may be followed with regard to the acceptance of these two proposed amendments.

² A limited number of amendments require acceptance by all members. See Article XXVIII(b).

³ Member officials not having access to the Fund's secure extranet can obtain copies of the Report by contacting their Executive Director, phoning the Secretary's Department at (202) 623-6750, or emailing a request to comfront@imf.org.

agreement. These domestic legal steps will vary according to the law and, in particular, the constitution of each member. In many countries, the acceptance of the Proposed Amendment will require the prior consent of the legislature or the executive, or both.

(b) **Second, the acceptance should be effected on behalf of the member by the competent person or body.** This competence will be derived either directly from the constitution or some other general legal provision of the member, or from the specific statute, decree or other regulation that may have been adopted to authorize the acceptance of the Proposed Amendment by the member.

(c) **Third, the acceptance should be communicated to the Fund, by either a Declaration of Acceptance or a Notification of Acceptance.** More specifically:

- **A Declaration of Acceptance** may be used when the person communicating the acceptance also has the authority to accept the Proposed Amendment on behalf of the member. A draft form of the Declaration of Acceptance is set forth in **Annex I**.
- **A Notification of Acceptance** may be used when the competent person or body on behalf of the member has accepted the Proposed Amendment and the acceptance is notified to the Fund by a designated official. A draft form of the Notification of Acceptance is set forth in **Annex II**.

5. **It is for each member to ascertain the legal requirements that must be complied with under its national law in order to accept the Proposed Amendment.** However, given that an amendment of the Articles is a modification of an international agreement, the Fund must be satisfied that each Declaration or Notification of Acceptance will be regarded as a valid expression of the member's acceptance under the relevant rules of the law of treaties. Therefore, any Declaration or Notification of Acceptance (unless signed by the Head of State, Head of Government (e.g., the Prime Minister), or the Minister for Foreign Affairs) should be accompanied by copies of the relevant documents demonstrating that the Proposed Amendment has been duly accepted on behalf of the member by the person or body vested with the necessary authority to take such a decision. When these documents do not clearly demonstrate such authority, confirmation of such authority should be provided in a memorandum of law signed by the Minister of Justice, Attorney General or other competent legal official of the member.

6. **The Proposed Amendment on the Reform of the Executive Board will enter into force when the Fund certifies, by a formal communication addressed to all members, that three-fifths of the members having eighty-five percent of the total voting power have accepted the Proposed Amendment.** Any consequential changes in domestic statutes or regulations would not, therefore, need to become effective until the date of such certification by the Fund.

Legal Department
International Monetary Fund
December 22, 2010

Annexes (2)

ATTACHMENT II

ANNEX I

Declaration of Acceptance¹
(To be addressed to the Secretary of the Fund)

Declaration of Acceptance of the Proposed Amendment on the Reform of the Executive Board

1. I have the honor to inform you that [member] hereby accepts the Proposed Amendment of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund on the Reform of the Executive Board.

[2. A copy of the statute/decreet/regulation pursuant to which this acceptance is given is attached.]

¹ On the use of these forms and inclusion or omission of paragraph 2, see Note above, paragraphs 4(c) and 5.

Notification of Acceptance¹
(To be addressed to the Secretary of the Fund)

Notification of Acceptance of the Proposed Amendment on the Reform of the Executive Board

1. I have the honor to inform you that [member] has accepted the Proposed Amendment of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund on the Reform of the Executive Board.

[2. A copy of the text of the acceptance [and of the statute/decreet/regulation pursuant to which this acceptance was given] is attached.]

¹ On the use of these forms and the inclusion or omission of either paragraph 2 or the text between square brackets within paragraph 2, see Note above, paragraphs 4(c) and 5.

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6445

Bulletin de Vote (Vote Public)

Page 1/2

Date: 09/10/2012 17:58:26
 Scrutin: 3
 Vote: PL 6445 Fonds monétaire
 Description: Projet de loi 6445

Président: M. Mosar Laurent
 Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
 Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	46	4	1	51
Procuration:	8	0	0	8
Total:	54	4	1	59

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
déi gréng					
M. Adam Claude	Oui		M. Bausch François	Oui	
M. Braz Félix	Oui		M. Gira Camille	Oui	
M. Kox Henri	Oui	(M. Adam Claude)	Mme Loschetter Viviane	Oui	(M. Bausch François)

CSV					
Mme Adehm Diane	Oui		Mme Andrich-Duval Sylv	Oui	
Mme Arendt Nancy	Oui		M. Boden Fernand	Oui	
M. Clement Lucien	Oui		Mme Doerner Christine	Oui	
M. Eicher Emile	Oui		M. Eischen Félix	Oui	
Mme Frank Marie-Josée	Oui		M. Gloden Léon	Oui	(Mme Arendt Nancy)
M. Hauptert Norbert	Oui	(Mme Frank Marie-José)	M. Kaes Ali	Oui	
M. Lies Marc	Oui		Mme Mergen Martine	Oui	
M. Meyers Paul-Henri	Oui		M. Mosar Laurent	Oui	
M. Oberweis Marcel	Oui		M. Roth Gilles	Oui	
M. Schaaf Jean-Paul	Oui		Mme Scholtes Tessy	Oui	
M. Spautz Marc	Oui		M. Weber Robert	Oui	(Mme Mergen Martine)
M. Weiler Lucien	Oui		M. Weydert Raymond	Oui	(M. Boden Fernand)
M. Wilmes Serge	Oui		M. Wolter Michel	Oui	

LSAP					
M. Angel Marc	Oui		M. Bodry Alex	Oui	
Mme Dall'Agnol Claudia	Oui		M. Diederich Fernand	Oui	
M. Engel Georges	Oui		M. Fayot Ben	Oui	
M. Haagen Claude	Oui		M. Klein Jean-Pierre	Oui	
M. Lux Lucien	Oui		Mme Mutsch Lydia	Oui	(Mme Dall'Agnol Claud)
M. Negri Roger	Oui		M. Scheuer Ben	Oui	
Mme Spautz Vera	Oui				

DP					
M. Bauler André	Oui		M. Berger Eugène	Oui	
M. Bettel Xavier	Oui	(M. Etgen Fernand)	Mme Brasseur Anne	Oui	
M. Etgen Fernand	Oui		M. Krieps Alexandre	Oui	
M. Meisch Claude	Oui		Mme Polfer Lydie	Oui	
M. Wagner Carlo	Oui				

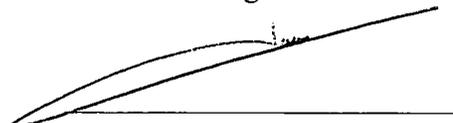
ADR					
M. Colombera Jean	Abst		M. Gibéryen Gast	Abst	
M. Henckes Jacques-Yve	Abst		M. Kartheiser Fernand	Abst	

déi Lénk					
M. Urbany Serge	Non				

Le Président:



Le Secrétaire général:



Bulletin de Vote (Vote Public)

Page 2/2

Date: 09/10/2012 17:58:26
Scrutin: 3
Vote: PL 6445 Fonds monétaire
Description: Projet de loi 6445

Président: M. Mosar Laurent
Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	47	4	1	52
Procuration:	3	0	0	3
Total:	54	4	1	59

n'ont pas participé au vote:

Nom du député

Nom du député

déi gréng

Mme Lorsché Josée

Le Président:



Le Secrétaire général:



6445/03

N° 6445³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n° 66-2 en date du 15 décembre 2010

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(10.10.2012)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 10 octobre 2012 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n° 66-2 en date du 15 décembre 2010

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 9 octobre 2012 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 25 septembre 2012;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 10 octobre 2012.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Victor GILLEN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

45



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2011-2012

CC/pk

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 02 octobre 2012

ORDRE DU JOUR :

1. 6500 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2013
Rapporteur: Monsieur Lucien Lux

- Echange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances, le Directeur de l'Inspection générale des Finances et des représentants du Trésor

2. 6445 Projet de loi
- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution N° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution N° 66-2 en date du 15 décembre 2010
- Présentation et adoption du projet de rapport

*

Présents : M. Alex Bodry, M. Lucien Clement en remplacement de M. Fernand Boden, M. Fernand Etgen, M. Fernand Kartheiser en remplacement de M. Gast Gibéryen, M. Félix Eischen en remplacement de M. Norbert Hauptert, M. Lucien Lux, M. Claude Meisch, M. Roger Negri, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz, M. Michel Wolter

M. Serge Urbany, député (*observateur*)

M. Luc Frieden, Ministre des Finances

M. Georges Heinrich, Directeur du Trésor

M. Jeannot Waringo, Directeur de l'Inspection générale des Finances

Mme Sarah Khabirpour, du Ministère des Finances

Mme Carole Closener, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. François Bausch, M. Fernand Boden, M. Gast Gibéryen, M. Norbert Hauptert

*

Présidence : M. Michel Wolter, Président de la Commission

*

1. 6500 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2013
Rapporteur: Monsieur Lucien Lux

Echange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances et le Directeur de l'Inspection générale des Finances

M. le Ministre précise d'emblée que son intervention se limitera à quelques remarques ponctuelles complémentaires, les grandes lignes du projet de budget ayant déjà été présentées lors du dépôt.

- Les tableaux reproduits à la page 3 de l'annexe retracent l'évolution des finances publiques de 2004 à 2013. Il en ressort que les mesures prises pour assainir les finances publiques en 2004 ont permis de renouer avec l'équilibre budgétaire. La situation s'est dégradée à partir de 2009. D'après les estimations de l'IGF et des administrations fiscales, le déficit au niveau de l'administration centrale devrait s'élever à environ -1.600 MEUR (soit -3,8%) en 2012. Grâce au programme de mesures d'économies (totalisant 750 MEUR), le déficit sera réduit en 2013.
- Les principales variations des dépenses de l'administration centrale sont listées à la page 9 de l'annexe. Les variations les plus importantes concernent les dépenses du Fonds pour l'emploi (+92 MEUR), les frais de garde d'enfants (+66 MEUR), les rémunérations des agents de l'Etat (+64 MEUR).
- Le projet de budget 2013 comporte une autorisation d'émettre des emprunts nouveaux pour un montant maximum de 4.500 MEUR, réparti comme suit :
 - o 2.000 MEUR serviront à refinancer l'emprunt « grand public » de 2.000 MEUR émis en 2008 dans le contexte de Fortis BGL BNP Paribas qui arrive à échéance en 2013),
 - o 1.500 MEUR seront utilisés pour financer le déficit,
 - o Le solde (1.000 MEUR) devrait servir de réserve en cas de besoin de financement (de dépenses courantes et de dépenses d'investissement).
Au titre des dépenses à financer, on peut citer les opérations concernant la BCL, l'ESM ou encore le FMI.
- La dette de l'administration publique s'élève actuellement à 21,4%. Hors l'opération BGL, elle s'élève à 17%. La dette des administrations communales s'élève à environ 1.000 MEUR. Fin 2013, suite à la mise en place des nouveaux emprunts, la dette s'élèvera à 25% (opération BGL comprise).

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Les objectifs définis dans le programme de stabilité, tant au niveau de l'administration publique qu'au niveau de l'administration centrale, ne seront vraisemblablement pas atteints. Toutefois, le déficit d'après le compte prévisionnel sera moins élevé que les prévisions du STATEC et de l'IGF.
- Les mesures de consolidation budgétaire de 535 MEUR arrêtées par le Gouvernement en avril 2012 et décrites dans le programme de stabilité et de croissance pour la période 2012-2015 (PSC) sont complétées par un paquet de mesures prévues par le projet de budget 2013. La majeure partie de ce 2^e paquet de mesures de 215 MEUR concerne le programme d'investissements (cf. tableau P.8 de l'annexe).
- Par rapport aux prévisions 2012, les dépenses progressent de +1,8%, et les recettes de +4,9% (cf. tableau P. 2 de l'annexe). Cette présentation est conforme à la communication et l'analyse européennes. La progression des recettes et des dépenses par rapport au budget est détaillée à la page 4 de l'annexe.
- L'introduction de l'impôt minimal sur les entreprises prévue par le PSC devrait générer 50 MEUR de recettes qui sont comptabilisées dans l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC). En dépit de l'introduction de cet impôt, le projet 2013 table sur une baisse des recettes liées à l'IRC (-40 MEUR).
- Les subventions versées aux communes devraient à l'avenir être distribuées en fonction de la situation financière de celles-ci, en alignant les modes de calcul aux principes en vigueur au Ministère de l'Intérieur. Il est précisé que cette mesure n'aura pas d'impact sur le budget 2013, dans la mesure où elle concerne uniquement les nouveaux projets. De plus, ces mesures feront l'objet d'un dialogue entre les communes et les ministres compétents en concertation avec le Conseil supérieur des finances communales.
- Le solde 2012 s'est détérioré de quelque 500 MEUR par rapport au budget (cf. tableau P. 4). Cette détérioration s'explique, d'une part, par un niveau moins élevé de recettes (-275 MEUR). La différence entre les principales recettes d'après les prévisions 2012 et d'après le budget 2012 est détaillée dans les tableaux figurant à la page 5 de l'annexe et se chiffre à -220 MEUR. D'autre part, les dépenses (+220 MEUR) ont été impactées par quelques mesures exceptionnelles, parmi lesquelles on peut citer la forte progression des dépenses en matière de prestations sociales (+76 MEUR) causée par la hausse du chômage. Il est précisé qu'aucun dérapage n'a pu être constaté du côté des dépenses. La hausse de l'impôt de solidarité ne couvre pas les dépenses du fonds pour l'emploi qui ont progressé de 50 MEUR en 2012.
- Le règlement grand-ducal du 21 juillet 2012 a opéré une première hausse de la participation financière des parents au système des chèques service. Le projet de budget 2013 prévoit une 2^e hausse en abolissant les trois premières heures gratuites pour les parents disposant d'un revenu supérieur à 3,5 fois le salaire minimum (6.462 EUR). Cette mesure devrait permettre d'augmenter les recettes de 3,5 MEUR.
- La hausse du prix concernant les transports publics est sensée générer des recettes supplémentaires de 6 millions d'euros. Cette hausse ne sera pas linéaire mais sera calculée en fonction du type d'abonnement.
- Les membres de la Commission souhaitent recevoir de la part du Ministère des Finances :

- un tableau détaillant les différentes mesures de consolidation budgétaire (l'ensemble composé du « 1^{er} paquet » de 535 MEUR et du « 2^e paquet » de 215 MEUR) ;
- les copies de la notification de déficit du 1^{er} octobre 2012 ;
- des explications sur le niveau substantiel du déficit prévisionnel en 2012 ;
- les chiffres du solde structurel ;
- une estimation de l'impact de la non-adaptation des barèmes de l'impôt.

Les membres de la Commission conviennent de discuter les questions très spécifiques et techniques avec les ministres compétents.

Echange de vues avec les représentants du Trésor

Le Directeur du Trésor distribue à tous les membres présents un document de deux pages, en leur demandant de respecter la plus stricte confidentialité en la matière.

Le bilan financier de l'Etat (au 31/08/2012)

Il s'agit de la situation patrimoniale de l'Etat qui est un concept de stock, par opposition à la situation budgétaire qui est un concept de flux.

L'actif

L'actif s'élève à 6.101 MEUR et se décompose de la façon suivante :

- actif circulant :
 - 1.140 MEUR au titre d'actif circulant liquide (disponible pour la gestion de la trésorerie journalière, en partie placés en dépôts bancaires et en partie investis dans des portefeuilles obligataires). Le tableau fait état d'une variation de -400 MEUR entre le 31/12/2011 et le 31/08/2012. Il convient toutefois d'ajouter 1.000 MEUR à cette variation, ce dernier montant correspondant à l'emprunt contracté en mars 2012, ce qui porte la différence à -1.400 MEUR.
 - 1.024 MEUR qualifiés d'actif circulant non liquide (non-disponible pour la gestion de la trésorerie journalière) comprenant notamment un dépôt spécifique de 140 MEUR auprès de la BCL constitué lors de la création de la BCL, et un dépôt de 232 MEUR en contrepartie de la circulation monétaire et le prêt bilatéral à la Grèce d'un montant de 139,9 MEUR. L'actif circulant non-liquide est resté relativement stable depuis le 31/12/2011 et n'affiche qu'une variation de 11 MEUR.

Le montant total des dépôts effectués auprès de la BCL s'élève actuellement à environ 500 MEUR. Ces dépôts constituaient une sorte de corollaire à la faible capitalisation de la BCL. Or, suite à sa recapitalisation, qui fera prochainement l'objet d'un projet de loi, ces dépôts seront rapatriés.

- actif immobilisé : 3.836 MEUR

Ce montant comprend :

- des participations de l'Etat dans

- des sociétés cotées en bourse (Arcelor Mittal, SES Global, BNP Paribas et SEO) : 1.591 MEUR (valeur de marché). La variation de 36 MEUR s'explique par la fluctuation du cours de bourse.
 - des sociétés non cotées (à titre d'exemple : BGL, Luxair, Luxgaz, Luxconnect, Luxtrust, Cargolux...) : 415,9 MEUR (valeur nominale). La variation d'environ 25 MEUR depuis le 31/12/2012 s'explique essentiellement par les augmentations de capital de Luxtrust et de Luxconnect.
 - des établissements publics : 1.757 MEUR (à titre d'exemple : BCL, CSSF...),
 - des institutions financières internationales : 166 MEUR (à titre d'exemple : FMI, BEI, BIRD).
- des crédits octroyés par l'Etat : 5,2 MEUR.

La liste exhaustive des participations de l'Etat est publiée sur le site de la Trésorerie de l'Etat (<http://www.te.public.lu/participations/index.html>).

Entre le 31 décembre 2011 et le 31 août 2012, l'actif a baissé de -279 MEUR, soit -1.279 MEUR en ajoutant l'emprunt de 1.000 MEUR contracté au mois de mars 2012.

Le passif

Le passif financier comprend essentiellement les fonds propres de l'Etat et les fonds de tiers/la dette publique.

- Titres de dette émis par l'Etat : le montant total de 6.288,8 MEUR comprend les trois catégories suivantes :
 - o Emprunts obligataires
 - l'emprunt « grand public » de 2.000 MEUR émis en 2008 dans le contexte de Fortis BGL BNP Paribas (taux : 3,75%, échéance : 4 décembre 2013) ;
 - l'emprunt « investisseurs institutionnels » de 2.000 MEUR contracté en mai 2010 (taux : 3,375%, échéance : 18 mai 2020) ;
 - l'emprunt « investisseurs institutionnels » de 1.000 MEUR contracté en mars 2012 (taux : 2,25%, échéance 2022) ;
 - o sept autres prêts bancaires pour un encours total de 1.232 MEUR et des échéances entre 2017 et 2022 ;
 - o des bons du Trésor pour un montant de 56 MEUR.

Au sujet des bons du Trésor, il est précisé qu'il en existe deux types :

- Soit l'Etat s'engage à verser des tranches, par exemple d'une augmentation de capital, selon un échéancier prédéfini. Le montant de 56 MEUR concerne exclusivement ce premier type de bons du Trésor.
- Soit il n'existe pas d'échéancier. C'est le cas de figure d'un bon du Trésor correspondant à la partie non libérée du capital souscrit et qui, en principe, ne donne pas lieu à un tirage. Ce type de bons du trésor concerne seulement deux opérations en relation avec le FMI : l'augmentation des quotes-parts et les « new arrangements to borrow » (représentant un montant total d'environ 1.500 MEUR).

Dette de l'administration publique selon CE 3605/93 (SEC95)

La dette de l'administration publique selon SEC95 s'élève à 9.366 MEUR (soit 21,4% du PIB)¹.

¹ Source : Statec/IGF, Notification « Maastricht » du 1^{er} octobre 2012

Il convient de préciser que la dette de la trésorerie (présentation nationale) se distingue de la dette publique (présentation SEC95) notamment sur les points suivants :

- la dette SEC95 comprend l'administration publique intégrale, c'est-à-dire l'administration centrale, les communes et la sécurité sociale (étant entendu que la dette de la sécurité sociale est en principe inexistante) ;
- la dette SEC95 comprend, à côté des organes de l'Etat, la dette de certains établissements publics à comptabilité distincte. Ces organismes sont listés dans le volume III du projet de budget.

Sur les 9.366 MEUR, 8.273 MEUR ont trait à l'administration centrale et 1.093 MEUR aux administrations centrales. La différence d'environ 2.000 MEUR avec le montant des titres de dette émis par l'Etat s'explique par l'existence de certaines dettes d'établissements publics (à titre d'exemple : Fonds Belval, CSSF, Fonds de rénovation de la Vieille Ville) qui sont consolidées dans la dette de l'administration centrale et des projets financés par le bais du Fonds spécial de la loi de garantie. De plus, la dette (SEC95) comprend la part du Luxembourg (0,25%) dans les prêts accordés par l'EFSF (Portugal, Irlande et Grèce).

Le détail de ces opérations ainsi que la notification de déficit du 1^{er} octobre 2012 seront communiqués aux membres de la Commission.

Garanties de l'Etat

Il est précisé que les garanties de l'Etat accordées en vertu de dispositions législatives (pour un encours total de 2.000 MEUR) ne sont pas renseignées dans les tableaux. Il s'agit, à titre d'exemple, des garanties accordées dans le cadre du refinancement DEXIA ou encore des garanties accordées à certains établissements publics.

La liste des garanties financières de l'Etat est publiée sur le site de la Trésorerie de l'Etat (http://www.te.public.lu/garanties_financieres/index.html).

*

En ce qui concerne l'autorisation d'émettre des emprunts nouveaux pour un montant maximum de 4.500 MEUR (cf. ci-dessus) le montant de 1.000 MEUR devrait servir de marge de sécurité pour faire face à un certain nombre de dépenses. Le niveau actuel des liquidités couvrira vraisemblablement les besoins jusqu'en février-mars 2013, en sachant que le niveau « minimal » des liquidités se situe à 500 MEUR. Au titre des dépenses à financer, on peut citer les opérations concernant la BCL, l'ESM ou encore le FMI.

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Le cours de l'action BNP Paribas se situe actuellement aux alentours des 38 EUR. En revanche, l'action BGL n'étant pas cotée en bourse, elle est comptabilisée à sa valeur nominale. Une cession de ces actions se fera par une transaction de gré à gré.
- Les modalités (emprunt grand public ou investisseurs) du nouvel emprunt n'ont pas été arrêtées à ce jour. L'emprunt « grand public » n'est pas forcément la solution la plus avantageuse pour l'Etat d'un point de vue financier. De plus, le montant de 2.000 EUR est relativement élevé. Enfin, les échéances des derniers emprunts sont de 10 ans, une durée jugée longue pour le grand public, d'autant plus que le niveau des taux d'intérêt est faible.

- Sur les deux derniers emprunts émis par l'Etat, un tiers a été souscrit par des entités nationales et deux tiers par des investisseurs étrangers.
- Les membres de la Commission expriment le souhait d'être informés sur l'émission de l'emprunt le moment venu.

2. 6445 **Projet de loi**

- **autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution N° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010**
- **approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution N° 66-2 en date du 15 décembre 2010**

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Le rapporteur du projet de loi, Monsieur Michel Wolter, présente les grandes lignes du projet de rapport, pour les détails duquel il est prié de se référer au document envoyé par courrier électronique le 1^{er} octobre 2012. Un exemplaire papier est distribué à chaque membre présent.

Le projet de rapport est adopté à la majorité des membres présents moins une abstention (ADR).

Les membres de la Commission proposent à la Conférence des Présidents de retenir la date du 9 octobre 2012 pour les discussions en séance publique.

Luxembourg, le 3 octobre 2012

La secrétaire,
Carole Closener

Le Président,
Michel Wolter

Annexe : « Projet de budget 2013 » : tableaux distribués lors du dépôt du projet de budget

20
13



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

Projet de budget 2013
Solde 2013 de l'Administration publique

- En % du PIB	2013
- Administration publique.	-1,5%
- Administration centrale.	-2,8%
- Administrations locales.	0,0%
- Sécurité sociale.	1,3%

- En millions	2013
- Administration publique.	-684,5
- Administration centrale.	-1 292,9
- Administrations locales.	11,2
- Sécurité sociale.	597,2

**Projet de budget 2013**
Recettes et Dépenses
de l'Administration centrale

	2011 Compte	2012 Prévisions	2013 Prévisions	Variation*	
				en mio.	en %
Dépenses totales.	12 732,9	13 975,3	14 222,1	+246,8	+1,8%
Recettes totales.	11 735,7	12 327,2	12 929,2	+602,0	+4,9%
Besoin de financement. ...	-997,2	-1 648,1	-1 292,9	+355,2	-

Note:- Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

- * Variation des prévisions de 2013 par rapport aux prévisions de 2012.

2013



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

Projet de budget 2013 Evolution des Finances publiques

En % du PIB	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*	2013
Administration publique	-1,2%	0,0%	1,3%	3,7%	3,0%	-0,8%	-0,8%	-0,3%	-2,0%	-1,5%
Administration centrale	-2,6%	-1,2%	-0,6%	0,9%	-0,2%	-2,6%	-2,5%	-2,3%	-3,8%	-2,8%
Administrations locales	-0,1%	-0,3%	0,2%	0,4%	0,4%	-0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Sécurité sociale	1,5%	1,5%	1,8%	2,4%	2,7%	1,9%	1,6%	1,9%	1,7%	1,3%

Note: * Compte prévisionnel.

En millions	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*	2013
Administration publique	-332,8	6,0	453,9	1 382,2	1 182,6	-307,2	-331,4	-140,4	-865,9	-684,5
Administration centrale	-713,9	-359,7	-219,1	355,9	-68,9	-989,0	-1 015,1	-997,2	-1 648,1	-1 292,9
Administrations locales	-24,8	-88,2	71,3	138,7	169,8	-49,0	56,5	31,0	23,2	11,2
Sécurité sociale	405,9	453,9	601,7	887,6	1 081,8	730,9	627,2	825,9	759,0	597,2

Note: * Compte prévisionnel.



Solde de l'administration centrale (selon le SEC95)

1) Evolution par rapport au budget voté

	2011 Compte	2012 Budget	2013 Prévisions	Variation*	
				en mio.	en %
Dépenses totales.	12 732,9	13 739,5	14 222,1	+482,6	+3,5%
1. Consommation Intermédiaire.	929,1	1 002,2	1 049,3	+47,1	+4,7%
2. Formation de capital.	953,8	1 048,9	976,5	-72,4	-6,9%
3. Rémunération des salariés.	2 571,7	2 736,3	2 860,9	+124,7	+4,6%
4. Subventions.	621,0	698,5	755,9	+57,4	+8,2%
5. Revenus de la propriété.	202,3	225,8	218,1	-7,6	-3,4%
6. Prestations sociales autres qu'en nature.	1 082,2	1 132,5	1 242,6	+110,1	+9,7%
7. Prestations sociales en nature.	55,1	52,3	46,7	-5,5	-10,6%
8. Autres transferts courants.	5 682,4	6 025,2	6 312,5	+287,3	+4,8%
9. Transferts en capital.	625,2	808,5	761,9	-46,6	-5,8%
10. Corrections sur actifs non financiers.	10,1	9,4	-2,3	-11,7	-124,6%
Recettes totales.	11 735,7	12 596,3	12 929,2	+332,9	+2,6%
11. Impôts sur la production.	5 006,2	5 477,0	5 650,1	+173,2	+3,2%
12. Impôts courants sur le revenu.	5 287,9	5 735,3	5 816,1	+80,7	+1,4%
13. Autres recettes.	1 441,6	1 384,0	1 463,0	+79,0	+5,7%
Besoin de financement.	-997,2	-1 143,2	-1 292,9	-149,6	-

Note: - Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

-* Variation par rapport au budget de 2012 des prévisions de 2013.

2) Evolution par rapport au résultat prévisionnel de 2012

	2011 Compte	2012 Prévisions	2013 Prévisions	Variation*	
				en mio.	en %
Dépenses totales.	12 732,9	13 975,3	14 222,1	+246,8	+1,8%
1. Consommation Intermédiaire.	929,1	1 057,2	1 049,3	-7,9	-0,8%
2. Formation de capital.	953,8	1 074,9	976,5	-98,4	-9,2%
3. Rémunération des salariés.	2 571,7	2 746,3	2 860,9	+114,6	+4,2%
4. Subventions.	621,0	726,3	755,9	+29,5	+4,1%
5. Revenus de la propriété.	202,3	234,1	218,1	-16,0	-6,8%
6. Prestations sociales autres qu'en nature.	1 082,2	1 208,5	1 242,6	+34,1	+2,8%
7. Prestations sociales en nature.	55,1	58,3	46,7	-11,6	-19,8%
8. Autres transferts courants.	5 682,4	6 085,0	6 312,5	+227,5	+3,7%
9. Transferts en capital.	625,2	807,8	761,9	-45,9	-5,7%
10. Corrections sur actifs non financiers.	10,1	-23,3	-2,3	+21,0	-90,1%
Recettes totales.	11 735,7	12 327,2	12 929,2	+602,0	+4,9%
11. Impôts sur la production.	5 006,2	5 432,7	5 650,1	+217,4	+4,0%
12. Impôts courants sur le revenu.	5 287,9	5 511,8	5 816,1	+304,3	+5,5%
13. Autres recettes.	1 441,6	1 382,7	1 463,0	+80,3	+5,8%
Besoin de financement.	-997,2	-1 648,1	-1 292,9	+355,2	-

Note: - Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

-* Variation par rapport aux prévisions de 2012 des prévisions de 2013.

2013



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

Projet de budget 2013

Evolution des principales recettes de l'Etat

(selon la loi sur la comptabilité de l'Etat)

	Compte 2011	Prévisions 2012	Projet 2013	Variation en %
Impôt sur le revenu des collectivités	1 573,8	1 550,0	1 510,0	-3%
Impôt sur les traitements et salaires	2 314,2	2 400,0	2 595,0	+8%
Taxe sur la valeur ajoutée (montant net)	2 233,4	2 453,2	2 624,7	+7%
Taxe d'abonnement sur les titres de société	617,9	606,0	600,0	-1%

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

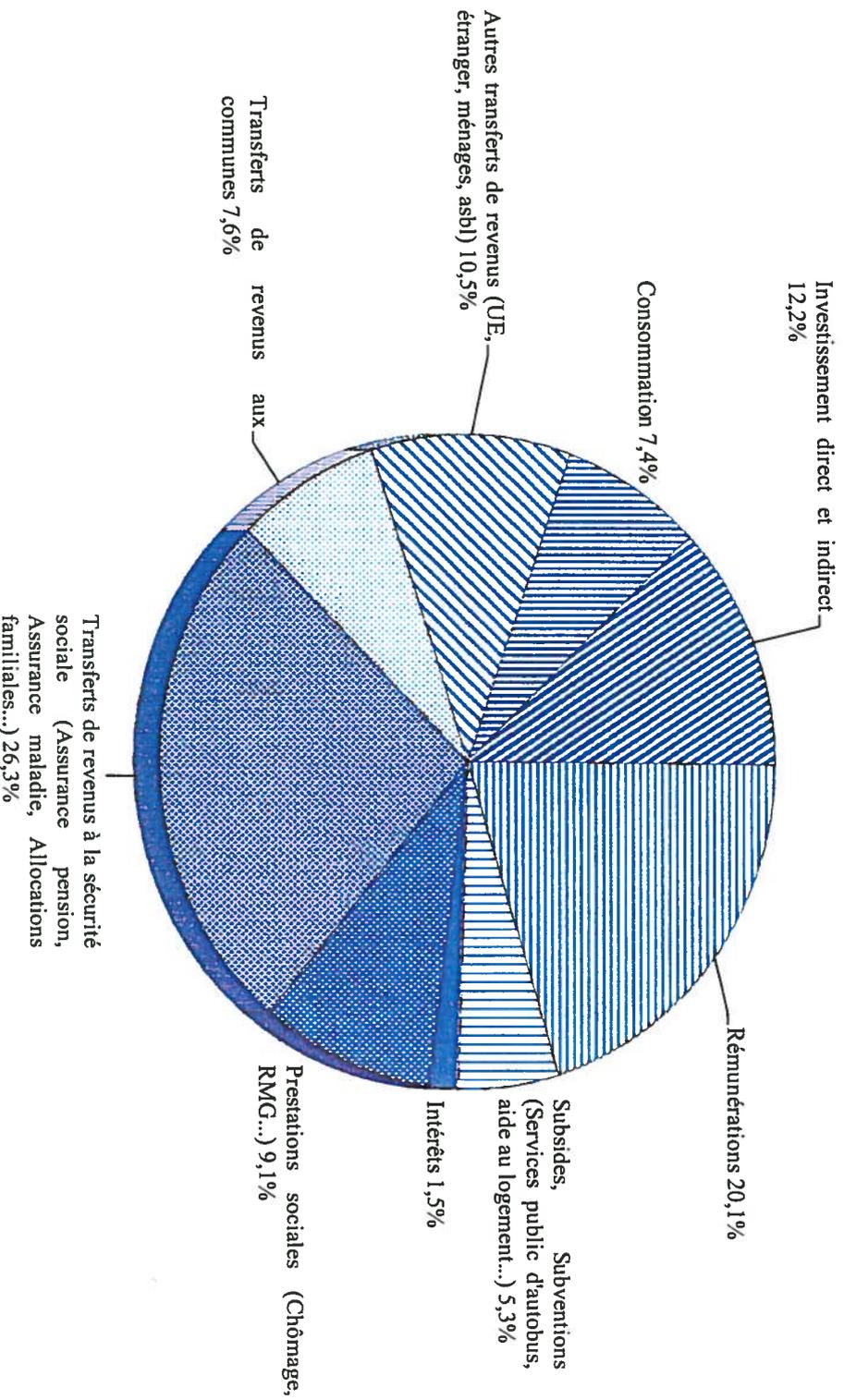
	Compte 2011	Budget 2012	Projet 2013	Variation en %
Impôt sur le revenu des collectivités	1 573,8	1 550,0	1 510,0	-3%
Impôt sur les traitements et salaires	2 314,2	2 650,0	2 595,0	-2%
Taxe sur la valeur ajoutée (montant net)	2 233,4	2 400,7	2 624,7	+9%
Taxe d'abonnement sur les titres de société	617,9	630,0	600,0	-5%

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.



Administration centrale

Répartition des dépenses de l'administration centrale suivant leur nature économique (2013)



2013



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

Projet de budget 2013

Dépenses d'investissement de l'administration centrale (en millions) (directs et indirects)

(en millions d'euros)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*	2013
Investissements directs	824	761	753	753	750	1 019	954	1 075	976
variation.	-	-7,6%	-1,1%	0,0%	-0,5%	35,9%	-6,4%	12,7%	-9,2%
Investissements indirects	573	528	578	567	667	674	625	808	762
variation.	-	-7,9%	9,3%	-1,8%	17,7%	1,0%	-7,2%	29,2%	-5,7%
Dépenses d'investissement en valeur.	1 398	1 290	1 331	1 320	1 417	1 693	1 579	1 883	1 738
en % du PIB.	4,6%	3,8%	3,5%	3,3%	3,7%	4,2%	3,7%	4,3%	3,8%
variation.									-7,7%

Note: *Prévisions 2012

(7)

2013



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

Investissements de l'Administration centrale

	2011	2012	2013
Formation de capital (Investissements directs)			
- pluriannuel 2011-2015*.....	1 075	1 049	1 116
- nouveau programme.....	954	1 075	976
- différence.....	-122	+26	-140
Transferts en capital à payer (Investissements indirects)			
- pluriannuel 2011-2015*.....	745	809	879
- nouveau programme.....	625	808	762
- différence.....	-120	-1	-117
Total			
- pluriannuel 2011-2015*.....	1 821	1 857	1 996
- nouveau programme.....	1 579	1 883	1 738
- différence.....	-242	+25	-257

Note: Les chiffres sont exprimés en millions d'euros

*Octobre 2012

2013



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

Projet de budget 2013 Principales variations des dépenses de l'Administration centrale entre 2012 (budget) et 2013

- Dépenses du Fonds pour l'emploi	+92,3 millions	✓
dont: - Chômage indemnisé	+ 55,0 millions	
- Chômage partiel	+ 15,0 millions	
- Initiatives sociales	+ 8,0 millions	
- Chômage intempéries	+ 3,0 millions	
- Frais de garde d'enfants, notamment incidence chèques services	+66,3 millions	✓
- Rémunérations des agents de l'Etat	+64,8 millions	
- Participation de l'Etat au financement de la Mutualité des employeurs (loi du 13.5.2008 relative au statut unique)	+69,5 millions	
- Pensions des fonctionnaires et autres agents publics	+58,7 millions	
- Dépenses du Fonds Climat et Energie	+38,4 millions	
- Dépenses de l'Université	+41,3 millions	
- Participation dans le financement de l'assurance pension	+41,9 millions	
- Dépenses de l'Etablissement public: Fonds Belval	+37,1 millions	
- Participation dans le financement de l'assurance maladie-maternité	+26,7 millions	
- Fonds de la dette publique (intérêts)	+22,5 millions	
- Services publics (autobus RGTR et trains)	+15,5 millions	
- Dépenses du Fonds audiovisuel	+20,0 millions	
- Assurance dépendance	+47,3 millions	✓
- Dépenses du Fonds communal de dotation financière	+25,7 millions	
- Fonctionnement de la salle de Concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte	+14,0 millions	
- Dépenses du Fonds du rail	+9,5 millions	
- Télématique dans les transports publics	+7,1 millions	
- Participation de l'Etat aux frais des établissements privés d'enseignement	+8,2 millions	
- Fonds pour la coopération au développement	+13,5 millions	
- Pension du personnel des CFL	+6,7 millions	
- Fonds du Kirchberg	+5,7 millions	
- Aide au développement	+8,6 millions	
- Subsidés en faveur des élèves suivant l'enseignement secondaire	+2,5 millions	
- Fonds d'investissements publics administratifs	-14,1 millions	
- Fonds pour les investissements socio-familiaux	-10,0 millions	
- Fonds pour les monuments historiques	-10,4 millions	
- Fonds d'investissements publics scolaires	-10,5 millions	
- Réalisation d'ouvrages de génie civil	-18,4 millions	
- Aide au logement: bonifications d'intérêts	-15,0 millions	
- Fonds d'équipement militaire	-21,0 millions	
- Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	-25,1 millions	
- Fonds des investissements hospitaliers	-27,2 millions	
- Fonds pour la loi de garantie	-70,0 millions	
- Autres dépenses	<u>-39,5 millions</u>	
Total	+482,6 millions	

2013



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

Projet de budget 2013 (selon la loi sur la comptabilité de l'Etat)

- Tendances globales

	2011 Compte	2012 Budget	2013 Projet	Variations	
				en millions	en %
Budget courant					
Recettes	10 266,4	10 632,5	10 964,5	+332,0	+3,1%
Dépenses	9 493,1	10 175,1	10 767,6	+592,5	+5,8%
Excédents	+773,3	+457,4	+196,9	-	-
Budget en capital					
Recettes	100,9	59,8	57,4	-2,5	-4,1%
Dépenses	1 235,4	913,1	974,9	+61,8	+6,8%
Excédents	-1 134,5	-853,2	-917,5	-	-
Budget total					
Recettes	10 367,3	10 692,4	11 021,9	+329,5	+3,1%
Dépenses	10 728,6	11 088,2	11 742,5	+654,3	+5,9%
Excédents	-361,2	-395,8	-720,6	-	-

Note: - Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros et ne tiennent pas compte des recettes d'emprunts.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2011-2012

CC/pk

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 28 septembre 2012

ORDRE DU JOUR :

1. 6445 Projet de loi
 - autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution N° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
 - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution N° 66-2 en date du 15 décembre 2010
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat

2. Divers

*

Présents : M. Fernand Boden, M. Fernand Etgen, M. Fernand Kartheiser en remplacement de M. Gast Gibéryen, M. Norbert Hauptert, M. Claude Meisch, M. Roger Negri, M. Marc Spautz, M. Michel Wolter

M. Serge Urbany, député (*observateur*)

M. Luc Frieden, Ministre des Finances

M. Arsène Jacoby, du Ministère des Finances

Mme Carole Closener, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. François Bausch, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Lucien Lux, M. Gilles Roth

*

Présidence : M. Michel Wolter, Président de la Commission

*

1. 6445 **Projet de loi**

- **autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution N° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010**
- **approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution N° 66-2 en date du 15 décembre 2010**

Désignation d'un rapporteur

Les membres de la Commission désignent à l'unanimité M. Michel Wolter comme rapporteur du projet de loi.

Présentation du projet de loi

M. le Ministre indique que le Fonds monétaire international (FMI) joue un rôle accru depuis l'éclatement de la crise économique mondiale. Il a en effet augmenté et déployé sa capacité de prêt tout en mettant à profit son expérience internationale pour proposer des solutions aux autorités nationales.

Le projet de loi, tel que décrit en détail par l'exposé des motifs du document parlementaire afférent, a pour objet, d'une part, d'approuver la quatorzième révision générale des quotes-parts des membres du FMI. La réforme des quotas est jugée cruciale afin d'améliorer l'efficacité du Fonds et de mieux refléter les poids respectifs des Etats membres du FMI dans l'économie mondiale.

D'autre part, le projet de loi vise à approuver des amendements des statuts relatifs à la réforme du Conseil d'administration du FMI. La réorganisation de la représentation des Etats membres dans la gouvernance du FMI vise à rééquilibrer les intérêts en présence en faveur notamment des économies émergentes et des pays en développement dynamiques.

Examen de l'avis du Conseil d'Etat

Le rapporteur du projet de loi, M. Michel Wolter, présente l'avis du Conseil d'Etat du 25 septembre 2012, pour les détails duquel il est prié de se référer au document parlementaire afférent.

Observation préliminaire

Dans une observation préliminaire, le Conseil d'Etat propose d'inverser les deux articles du projet de loi.

La COFIBU décide de suivre le Conseil d'Etat.

Intitulé

Pour garantir la cohérence tant avec l'orthographe officielle qu'avec les lois antérieures en la matière, le Conseil d'Etat propose d'écrire le mot « statuts » et le sigle « n° » avec une lettre initiale minuscule.

La COFIBU fait siennes les propositions du Conseil d'Etat.

Article 1 (nouvel article 2)

Le Conseil d'Etat demande qu'il soit fait abstraction de l'abréviation « DTS » et propose d'écrire:

« Art. 2. Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires en vue de l'augmentation de la quote-part du Luxembourg auprès du Fonds monétaire international à concurrence d'un montant de 903,1 droits de tirage spéciaux pour la porter à 1.321,8 millions de droits de tirage spéciaux. »

La COFIBU fait sienne la proposition de texte du Conseil d'Etat.

Article 2 (nouvel article 1^{er})

En ce qui concerne l'article 2, le Conseil d'Etat note qu'il échet d'écrire « résolution n° 66-2 ».

La COFIBU décide de suivre le Conseil d'Etat.

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Actuellement, le Luxembourg fait partie d'un groupe de vote (« Constituency ») composé par l'Autriche, la Biélorussie, la Belgique, la République Tchèque, la Hongrie, le Kosovo, la Slovaquie, la Slovénie et la Turquie.

Suite à la réorganisation de la représentation des Etats, le Luxembourg fera partie du groupe de vote auquel appartiennent l'Arménie, la Bosnie et Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, Chypre, la Géorgie, Israël, la Macédoine, la Moldavie, le Monténégro, la Belgique, les Pays-Bas, la Roumanie et l'Ukraine.

Il est rappelé que les Etats membres sont représentés par leur groupe de vote au Conseil d'administration du FMI.

- L'augmentation de la quote-part du Luxembourg de 0,176 à 0,277 pour cent équivaut à 903,1 millions de DTS ou 1.071,6 millions d'euros. Un quart de l'augmentation de la quote-part luxembourgeoise (267,9 millions d'euros) sera réglé à charge des avoirs en réserve de la Banque centrale du Luxembourg. Cette opération fera l'objet d'une convention entre l'Etat et la Banque centrale et restera sans incidence sur le budget. Les trois quarts restants de l'augmentation (803,7 millions d'euros), à régler en monnaie nationale, sont financés par l'émission d'un bon du Trésor. Le bon du Trésor correspond à la partie non libérée du capital souscrit et, en principe, ne donne pas lieu à un tirage. En cas de besoin de nouveaux capitaux, le FMI procédera à une nouvelle augmentation de capital.
- Le niveau relativement élevé de la quote-part du Luxembourg s'explique par la puissance de sa place financière. La quote-part est sensée refléter la position relative des pays membres dans l'économie réelle et non pas le poids réel.
- L'Irlande, la Grèce et le Portugal bénéficient d'aides financières du FMI. En outre la Pologne dispose d'une « flexible credit line » qui n'a pas encore été tirée.
- L'actuelle formule de calcul des quotes-parts fait intervenir le PIB (50%), le degré d'ouverture d'une économie (30%), des variations économiques (15%) et des réserves officielles (5%). La formule comprend également un facteur de compression

qui réduit la dispersion des quotes-parts calculées avec un impact plus prononcé sur les grandes économies.

- La formule se présente comme suit : $CQS = (0.5*Y + 0.3*O + 0.15*V + 0.05*R)^k$ CQS = quote-part calculée.

Y = Moyenne pondérée du PIB sur trois ans (60% PIB aux taux de change de marché, 40% PIB aux taux de change en parité de pouvoir d'achat) ;

O = Moyenne annuelle de la somme des dépenses et recettes courantes (biens, services, revenus et transferts) sur une période de 5 ans ;

V = Variabilité des recettes courantes et flux de capitaux nets (mesurée par l'écart type d'un trend centré sur 3 ans et calculé sur une période de 13 ans) ;

R = Moyenne annuelle des réserves officielles (réserves de change, position en droits de tirages spéciaux, position de réserves au FMI et or monétaire) ;

k = facteur de compression de 0.95.

- L'augmentation de capital de la BCL ne s'explique pas exclusivement par le présent projet de loi, même s'il existe un lien indirect. Dans la mesure où la BCL est amenée à remplir plus de devoirs à l'avenir, elle doit se doter des moyens financiers suffisants lui permettant d'accomplir les missions qui lui incombent.
- Afin de documenter l'acceptation par le conseil des gouverneurs de la résolution n°66-2, (comme le demande le Conseil d'Etat) une copie de l'IMF Fax notification "Board of Governors approval of Resolution 66-2" est remise au Président. Ce document sera annexé au projet de rapport.
- Le Directeur du Trésor fournira, lors d'une prochaine réunion, des précisions sur les bons du Trésor.

2. Divers

Les membres de la Commission décident d'avancer la réunion du mardi 9 octobre 2012 à 8 heures et d'ajouter le point suivant à l'ordre du jour :

Entrevue avec Monsieur le Ministre des Finances concernant le rachat de la BIL (demande du groupe politique DP)

Luxembourg, le 28 septembre 2012

La secrétaire,
Carole Closener

Le Président,
Michel Wolter

6445

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 220

15 octobre 2012

Sommaire

- Règlement grand-ducal du 9 octobre 2012 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 17 septembre 2004 fixant les conditions et modalités de l'octroi d'avances temporaires de fonds pour le paiement de dépenses de l'Etat** page **3006**
- Loi du 10 octobre 2012**
- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
 - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n° 66-2 en date du 15 décembre 2010 **3006**
- Règlement grand-ducal du 10 octobre 2012 concernant l'émission d'une monnaie commémorative dédiée à l'espèce végétale «Ophrys bourdon»** **3012**

Règlement grand-ducal du 9 octobre 2012 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 17 septembre 2004 fixant les conditions et modalités de l'octroi d'avances temporaires de fonds pour le paiement de dépenses de l'Etat.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 63 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. A l'article 3 paragraphe (1) du règlement grand-ducal modifié du 17 septembre 2004 fixant les conditions et modalités de l'octroi d'avances temporaires de fonds pour le paiement de dépenses de l'Etat, il est ajouté un point ayant la teneur suivante: «f) en relation avec les dotations aux comptables extraordinaires en poste à l'étranger. Ces avances se limitent aux dotations à recevoir à charge de l'exercice budgétaire à venir et ne peuvent être payées avant le 1^{er} décembre de l'année précédente. Par dérogation à l'article 1^{er} ci-avant, ces avances sont dispensées de l'obligation d'un engagement budgétaire préalable;».

Art. 2. A l'article 3 paragraphe (3) du règlement grand-ducal modifié du 17 septembre 2004 fixant les conditions et modalités de l'octroi d'avances temporaires de fonds pour le paiement de dépenses de l'Etat, il est ajoutée la disposition suivante: «- pour celles sous f), la régularisation se fait en début d'exercice sur les dotations ordonnancées par le ministère ordonnateur concerné;».

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre des Finances,
Luc Frieden

Château de Berg, le 9 octobre 2012.
Henri

Loi du 10 octobre 2012

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n° 66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n° 66-2 en date du 15 décembre 2010.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 9 octobre 2012 et celle du Conseil d'Etat du 10 octobre 2012 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Est approuvé l'amendement aux statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n° 66-2 du 15 décembre 2010.

Art. 2. Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires en vue de l'augmentation de la quote-part du Luxembourg auprès du Fonds monétaire international à concurrence d'un montant de 903,1 millions de droits de tirage spéciaux pour la porter à 1.321,8 millions de droits de tirage spéciaux.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre des Finances,
Luc Frieden

Château de Berg, le 10 octobre 2012.
Henri

Doc. parl. 6445; sess. ord. 2011-2012 et 2012-2013.

ANNEXE

Resolution 66-2

FOURTEENTH GENERAL REVIEW OF QUOTAS AND REFORM OF THE EXECUTIVE BOARD

In accordance with Section 13 of the By-Laws, the following Resolution was submitted to the Governors on November 10, 2010 for a vote without meeting:

RESOLVED:

WHEREAS the Executive Board has submitted to the Board of Governors a report entitled "Fourteenth General Review of Quotas and Reform of the Executive Board: Report of the Executive Board to the Board of Governors," hereinafter the "Report"; and

WHEREAS the International Monetary and Financial Committee in its April 2009 Communiqué called on the Executive Board to bring forward the deadline for completion of the Fourteenth General Review of Quotas by two years, to January 2011; and

WHEREAS the Executive Board has recommended increases in the quotas of members of the Fund as a result of the Fourteenth General Review of Quotas; and

WHEREAS the Executive Board has recommended an amendment of the Articles of Agreement to establish an Executive Board consisting solely of elected Executive Directors; and

WHEREAS the Executive Board has recommended that, following the first regular election of Executive Directors after entry into force of the proposed amendment of the Articles of Agreement approved under Board of Governors Resolution No. 63-2, an Executive Director elected by 7 or more members should be entitled to appoint two Alternate Executive Directors; and

WHEREAS the Chairman of the Board of Governors has requested the Secretary of the Fund to bring the proposal of the Executive Board before the Board of Governors; and

WHEREAS the Report of the Executive Board setting forth its proposal has been submitted to the Board of Governors by the Secretary of the Fund; and

WHEREAS the Executive Board has requested the Board of Governors to vote on the following Resolution without meeting, pursuant to Section 13 of the By-Laws of the Fund:

NOW, THEREFORE, the Board of Governors, noting the recommendations and the said Report of the Executive Board, hereby RESOLVES that:

Increases in Quotas of Members

1. The International Monetary Fund proposes that, subject to the provisions of this Resolution, the quotas of members of the Fund shall be increased to the amounts shown against their names in Attachment I to this Resolution.

2. A member's increase in quota as proposed by this Resolution shall not become effective unless that member has consented in writing to the increase not later than the date prescribed by or under paragraph 4 below and has paid the increase in full within the period prescribed by or under paragraph 5 below, provided that no member with overdue repurchases, charges, or assessments to the General Resources Account may consent to or pay for the increase in its quota until it becomes current in respect of those obligations.

3. No increase in quotas proposed by this Resolution shall become effective until:

- (i) the Executive Board has determined that members having not less than 70 percent of the total of quotas on November 5, 2010 have consented in writing to the increases in their quotas;
- (ii) the proposed amendment of the Articles of Agreement set out in Attachment II of this Resolution has entered into force; and
- (iii) the proposed amendment of the Articles of Agreement approved under Board of Governors Resolution No. 63-2 has entered into force.

Each member commits to use its best efforts to complete these steps no later than the Annual Meetings in 2012. The Executive Board is requested to monitor, on a quarterly basis, the progress made in the implementation of these steps.

4. Notices in accordance with paragraph 2 above shall be executed by a duly authorized official of the member and must be received in the Fund before 6:00 p.m., Washington time, December 31, 2011, provided that the Executive Board may extend this period as it may determine.

5. Each member shall pay to the Fund the increase in its quota within 30 days after the later of (a) the date on which it notifies the Fund of its consent, or (b) the date on which all of the conditions set forth in paragraph 3 above are met, provided that the Executive Board may extend the payment period as it may determine.

6. When deciding on an extension of the period for consent to or payment for the increase in quotas, the Executive Board shall give particular consideration to the situation of members that may still wish to consent to or pay for the increase in quota, including members with protracted arrears to the General Resources Account, consisting of overdue repurchases, charges or assessments to the General Resources Account that, in its judgment, are cooperating with the Fund toward the settlement of these obligations.

7. For members that have not yet consented to their increases in quotas under the Eleventh General Review and under Board of Governors Resolution No. 63-2, the deadline for consent to such quota increases shall be the date determined by or under paragraph 4 above.

8. Each member shall pay 25 percent of its increase either in special drawing rights or in the currencies of other members specified, with their concurrence, by the Fund, or in any combination of special drawing rights and such currencies. The balance of the increase shall be paid by the member in its own currency.

Quota Formula and Fifteenth General Review of Quotas

9. The Executive Board is requested to complete a comprehensive review of the formula by January 2013.

10. The Executive Board is requested to bring forward the timetable for completion of the Fifteenth General Review of Quotas to January 2014. Any realignment is expected to result in increases in the quota shares of dynamic economies in line with their relative positions in the world economy, and hence likely in the share of emerging market and developing countries as a whole. Steps shall be taken to protect the voice and representation of the poorest members.

Review of NAB Credit Arrangements

11. In light of the proposed increases in quotas under the Fourteenth General Review, the Executive Board and participants in the New Arrangements to Borrow (NAB) are requested to undertake a review of NAB credit arrangements by November 2011, with a corresponding roll-back of the NAB, preserving relative shares, to become effective when the conditions set forth in paragraph 3 of this Resolution are met and the quota payments associated with the participation threshold in paragraph 3(i) of this Resolution have been made.

Proposed Amendment of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund on the Reform of the Executive Board

12. The proposed amendment of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund set forth in Attachment II to this Resolution (the "Proposed Amendment on the Reform of the Executive Board") is approved.

13. The Secretary is directed to ask all members of the Fund, by circular letter or telegram, or other rapid means of communication, whether they accept, in accordance with the provisions of Article XXVIII of the Articles, the Proposed Amendment on the Reform of the Executive Board.

14. The communication to be sent to all members in accordance with paragraph 13 of this Resolution shall specify that the Proposed Amendment on the Reform of the Executive Board shall enter into force for all members on the date on which the Fund certifies, by a normal communication addressed to all members, that three-fifths of the members, having eighty-five percent of the total voting power, have accepted the Proposed Amendment on the reform of the Executive Board.

Additional Alternate Executive Directors

15. Following the first regular election of Executive Directors after the entry into force of the amendment of the Articles of Agreement approved under Board of Governors Resolution No. 63-2, an Executive Director elected by seven or more members shall be entitled to appoint two Alternate Executive Directors.

16. As a condition for appointing two Alternate Executive Directors, an Executive Director is required to designate by notification to the Secretary of the Fund: (i) the Alternate who shall act for the Executive Director when he is not present and both Alternates are present; and (ii) the Alternate who shall exercise the powers of the Executive Director pursuant to Article XII, Section 3(f). By notification to the Secretary of the Fund, an Executive Director may change these designations at any time.

Size and Composition of the Executive Board

17. The Board of Governors takes note of:

- (i) the commitment to reduce, as a means of achieving greater representation of emerging market and developing countries, the number of Executive Directors representing advanced European countries by two no later than the first regular election of Executive Directors after the conditions set forth in paragraph 3 of this Resolution are met, and
- (ii) the commitment of the Fund's membership to maintain an Executive Board consisting of 24 Executive Directors, and to review the composition of the Executive Board every eight years following the date the conditions set forth in paragraph 3 of this Resolution are met.

Attachment I. Proposed Quotas

	Proposed Quota (In millions of SDRs)		Proposed Quota (In millions of SDRs)
Afghanistan, Islamic Republic of	323.8	El Salvador	287.2
Albania	139.3	Equatorial Guinea	157.5
Algeria	1,959.3	Eritrea	36.6
Angola	740.1	Estonia	243.6
Antigua and Barbuda	20.0	Ethiopia	300.7
Argentina	3,187.3	Fiji	98.4
Armenia	128.8	Finland	2,410.6
Australia	6,572.4	France	20,155.1
Austria	3,932.0	Gabon	216.0
Azerbaijan	391.7	Gambia, The	62.2
Bahamas, The	182.4	Georgia	210.4
Bahrain	395.0	Germany	26,634.4
Bangladesh	1,066.6	Ghana	738.0
Barbados	94.5	Greece	2,428.9
Belarus	681.5	Grenada	16.4
Belgium	6,410.7	Guatemala	428.6
Belize	26.7	Guinea	214.2
Benin	123.8	Guinea-Bissau	28.4
Bhutan	20.4	Guyana	181.8
Bolivia	240.1	Haiti	163.8
Bosnia and Herzegovina	265.2	Honduras	249.8
Botswana	197.2	Hungary	1,940.0
Brazil	11,042.0	Iceland	321.8
Brunei Darussalam	301.3	India	13,114.4
Bulgaria	896.3	Indonesia	4,648.4
Burkina Faso	120.4	Iran, Islamic Republic of	3,567.1
Burundi	154.0	Iraq	1,663.8
Cambodia	175.0	Ireland	3,449.9
Cameroon	276.0	Israel	1,920.9
Canada	11,023.9	Italy	15,070.0
Cape Verde	23.7	Jamaica	382.9
Central African Republic	111.4	Japan	30,820.5
Chad	140.2	Jordan	343.1
Chile	1,744.3	Kazakhstan	1,158.4
China	30,482.9	Kenya	542.8
Colombia	2,044.5	Kiribati	11.2
Comoros	17.8	Korea, Republic of	8,582.7
Congo, Democratic Republic of the	1,066.0	Kosovo	82.6
Congo, Republic of	162.0	Kuwait	1,933.5
Costa Rica	369.4	Kyrgyz Republic	177.6
Côte d'Ivoire	650.4	Lao People's Dem. Republic	105.8
Croatia	717.4	Latvia	332.3
Cyprus	303.8	Lebanon	633.5
Czech Republic	2,180.2	Lesotho	69.8
Denmark	3,439.4	Liberia	258.4
Djibouti	31.8	Libya	1,573.2
Dominica	11.5	Lithuania	441.6
Dominican Republic	477.4	Luxembourg	1,321.8
Ecuador	697.7	Macedonia, Former Yugoslav Republic of	140.3
Egypt	2,037.1	Madagascar	244.4

Proposed Quotas (Concluded)

	Proposed Quota (In millions of SDRs)		Proposed Quota (In millions of SDRs)
Malawi	138.8	Sierra Leone	207.4
Malaysia	3,633.8	Singapore	3,891.9
Maldives	21.2	Slovak Republic	1,001.0
Mali	186.6	Slovenia	586.5
Malta	168.3	Solomon Islands	20.8
Marshall Islands	4.9	Somalia	163.4
Mauritania	128.8	South Africa	3,051.2
Mauritius	142.2	Spain	9,535.5
Mexico	8,912.7	Sri Lanka	578.8
Micronesia, Federal States of	7.2	St. Kitts and Nevis	12.5
Moldova	172.5	St. Lucia	21.4
Mongolia	72.3	St. Vincent and the Grenadines	11.7
Montenegro	60.5	Sudan	630.2
Morocco	894.4	Suriname	128.9
Mozambique	227.2	Swaziland	78.5
Myanmar	516.8	Sweden	4,430.0
Namibia	191.1	Switzerland	5,771.1
Nepal	156.9	Syrian Arab Republic	1,109.8
Netherlands	8,736.5	Tajikistan	174.0
New Zealand	1,252.1	Tanzania	397.8
Nicaragua	260.0	Thailand	3,211.9
Niger	131.6	Timor-Leste	25.6
Nigeria	2,454.5	Togo	146.8
Norway	3,754.7	Tonga	13.8
Oman	544.4	Trinidad and Tobago	469.8
Pakistan	2,031.0	Tunisia	545.2
Palau	4.9	Turkey	4,658.6
Panama	376.8	Turkmenistan	238.6
Papua New Guinea	263.2	Tuvalu	2.5
Paraguay	201.4	Uganda	361.0
Peru	1,334.5	Ukraine	2,011.8
Philippines	2,042.9	United Arab Emirates	2,311.2
Poland	4,095.4	United Kingdom	20,155.1
Portugal	2,060.1	United States	82,994.2
Qatar	735.1	Uruguay	429.1
Romania	1,811.4	Uzbekistan	551.2
Russian Federation	12,903.7	Vanuatu	23.8
Rwanda	160.2	Venezuela, R.B. de	3,722.7
Samoa	16.2	Vietnam	1,153.1
San Marino	49.2	Yemen, Republic of	487.0
São Tomé and Príncipe	14.8	Zambia	978.2
Saudi Arabia	9,992.6	Zimbabwe	706.8
Senegal	323.6		
Serbia	654.8		
Seychelles	22.9		

Attachment II

**Proposed Amendment of the Articles of Agreement
of the International Monetary Fund on the Reform
of the Executive Board**

The Governments on whose behalf the present Agreement is signed agree as follows:

1. The text of Article XII, Section 3(b) shall be amended to read as follows:

“(b) Subject to (c) below, the Executive Board shall consist of twenty Executive Directors elected by the members, with the Managing Director as chairman.”

2. The text of Article XII, Section 3(c) shall be amended to read as follows:

“(c) For the purpose of each regular election of Executive Directors, the Board of Governors, by an eighty-five percent majority of the total voting power, may increase or decrease the number of Executive Directors specified in (b) above.”

3. The text of Article XII, Section 3(d) shall be amended to read as follows:

“(d) Elections of Executive Directors shall be conducted at intervals of two years in accordance with regulations which shall be adopted by the Board of Governors. Such regulations shall include a limit on the total number of votes that more than one member may cast for the same candidate.”

4. The text of Article XII, Section 3(f) shall be amended to read as follows:

“(f) Executive Directors shall continue in office until their successors are elected. If the office of an Executive Director becomes vacant more than ninety days before the end of his term, another Executive Director shall be elected for the remainder of the term by the members that elected the former Executive Director. A majority of the votes cast shall be required for election. While the office remains vacant, the Alternate of the former Executive Director shall exercise his powers, except that of appointing an Alternate.”

5. The text of Article XII, Section 3(i) shall be amended to read as follows:

“(i) Each Executive Director shall be entitled to cast the number of votes which counted towards his election.

(ii) When the provisions of Section 5(b) of this Article are applicable, the votes which an Executive Director would otherwise be entitled to cast shall be increased or decreased correspondingly. All the votes which an Executive Director is entitled to cast shall be cast as a unit.

(iii) When the suspension of the voting rights of a member is terminated under Article XXVI, Section 2(b), the member may agree with all the members that have elected an Executive Director that the number of votes allotted to that member shall be cast by such Executive Director, provided that, if no regular election of Executive Directors has been conducted during the period of the suspension, the Executive Director in whose election the member had participated prior to the suspension, or his successor elected in accordance with paragraph 3(c)(i) of Schedule L or with (f) above, shall be entitled to cast the number of votes allotted to the member. The member shall be deemed to have participated in the election of the Executive Director entitled to cast the number of votes allotted to the member.”

6. The text of Article XII, Section 3(j) shall be amended to read as follows:

“(j) The Board of Governors shall adopt regulations under which a member may send a representative to attend any meeting of the Executive Board when a request made by, or a matter particularly affecting, that member is under consideration.”

7. The text of Article XII, Section 8 shall be amended to read as follows:

“The Fund shall at all times have the right to communicate its views informally to any member on any matter arising under this Agreement. The Fund may, by a seventy percent majority of the total voting power, decide to publish a report made to a member regarding its monetary or economic conditions and developments which directly tend to produce a serious disequilibrium in the international balance of payments of members. The relevant member shall be entitled to representation in accordance with Section 3(j) of this Article. The Fund shall not publish a report involving changes in the fundamental structure of the economic organization of members.”

8. The text of Article XXI(a)(ii) shall be amended to read as follows:

“(a) (ii) For decisions by the Executive Board on matters pertaining exclusively to the Special Drawing Rights Department only Executive Directors elected by at least one member that is a participant shall be entitled to vote. Each of these Executive Directors shall be entitled to cast the number of votes allotted to the members that are participants whose votes counted towards his election. Only the presence of Executive Directors elected by members that are participants and the votes allotted to members that are participants shall be counted for the purpose of determining whether a quorum exists or whether a decision is made by the required majority.”

9. The text of Article XXIX(a) shall be amended to read as follows:

“(a) Any question of interpretation of the provisions of this Agreement arising between any member and the Fund or between any members of the Fund shall be submitted to the Executive Board for its decision. If the question particularly affects any member, it shall be entitled to representation in accordance with Article XII, Section 3(j).”

10. The text of paragraph 1(a) of Schedule D shall be amended to read as follows:

“(a) Each member or group of members that has the number of votes allotted to it or them cast by an Executive Director shall appoint to the Council one Councillor, who shall be a Governor, Minister in the government of a member, or person of comparable rank, and may appoint not more than seven Associates. The Board of Governors may change, by an eighty-five percent majority of the total voting power, the number of Associates who may be appointed. A Councillor or Associate shall serve until a new appointment is made or until the next regular election of Executive Directors, whichever shall occur sooner.”

11. The text of paragraph 5(e) of Schedule D shall be deleted.**12. Paragraph 5(f) of Schedule D shall be renumbered 5(e) of Schedule D and the text of the new paragraph 5(e) shall be amended to read as follows:**

“(e) When an Executive Director is entitled to cast the number of votes allotted to a member pursuant to Article XII, Section 3(i)(iii), the Councillor appointed by the group whose members elected such Executive Director shall be entitled to vote and cast the number of votes allotted to such member. The member shall be deemed to have participated in the appointment of the Councillor entitled to vote and cast the number of votes allotted to the member.”

13. The text of Schedule E shall be amended to read as follows:

“Transitional Provisions with Respect to Executive Directors

1. Upon the entry into force of this Schedule:

- (a) Each Executive Director who was appointed pursuant to former Article XII, Sections 3(b)(i) or 3(c), and was in office immediately prior to the entry into force of this Schedule, shall be deemed to have been elected by the member who appointed him; and
- (b) Each Executive Director who cast the number of votes of a member pursuant to former Article XII, Section 3(i)(ii) immediately prior to the entry into force of this Schedule, shall be deemed to have been elected by such a member.”

14. The text of paragraph 1(b) of Schedule L shall be amended to read as follows:

“(b) appoint a Governor or Alternate Governor, appoint or participate in the appointment of a Councillor or Alternate Councillor, or elect or participate in the election of an Executive Director.”

15. The text of the chapeau of paragraph 3(c) of Schedule L shall be amended to read as follows:

“(c) The Executive Director elected by the member, or in whose election the member has participated, shall cease to hold office, unless such Executive Director was entitled to cast the number of votes allotted to other members whose voting rights have not been suspended. In the latter case:”

The Board of Governors adopted the foregoing Resolution, effective December 15, 2010.

Règlement grand-ducal du 10 octobre 2012 concernant l'émission d'une monnaie commémorative dédiée à l'espèce végétale «Ophrys bourdon».

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu les articles 37 et 39 de la Constitution;

Vu l'article 128 paragraphe 2 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Il sera émis au nom et pour compte du Trésor une monnaie commémorative en argent et or nordique.

Art. 2. Cette monnaie présentera les caractéristiques suivantes:

- Le centre de la pièce est en or nordique de couleur jaune, entouré d'un anneau en argent.
- L'avvers de la pièce représente en son centre, au premier plan, trois tiges d'Ophrys bourdon montrant trois fleurs épanouies et des feuilles. La valeur nominale «5 EURO» apparaît dans la partie droite et le nom latin de l'espèce végétale «OPHRYS FUCIFLORA» est inscrit dans l'anneau. L'arrière-plan de la pièce est lisse et brillant.
- Le revers porte Notre portrait, l'indication «LËTZEBUERG» et le millésime «2012».
- Elle est frappée en qualité «proof» et a la tranche lisse. Elle a un diamètre de 34 mm et son poids total de 14,93 grammes comprend 9 grammes d'argent au titre de 0,925 et 5,93 grammes d'or nordique.

Art. 3. Cette monnaie aura cours légal à partir du 1^{er} octobre 2012 pour sa valeur faciale de 5 euros.

Art. 4. Notre Ministre du Trésor est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre du Trésor,
Jean-Claude Juncker

Château de Berg, le 10 octobre 2012.
Henri